

LIVRE

Progressisme et démocratie en Amérique latine

2000-2021

Jean-Jacques Kourliandsky

En Amérique latine, depuis le début du siècle, la démocratie est en pleine confusion, alternant entre doute et euphorie, poussées et régressions. Comment comprendre ces avancées et replis ? Comment analyser l'imbrication – particulièrement forte sur ce continent – entre ces soubresauts de la démocratie et ceux du progressisme ? Fin connaisseur de l'Amérique latine depuis des décennies, Jean-Jacques Kourliandsky dresse dans cet essai un vaste tableau de vingt années d'évolution des progressismes latino-américains, analyse le balancier des alternances politiques dans les différents pays et décrypte l'émergence d'une contestation issue de la société civile. Il offre ainsi un éclairage précis des mutations d'une gauche sud-américaine souvent ignorée des Européens, et pourtant bien vivante.

12 euros TTC
ISBN 978-2-8159-5016-9



Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS
l'aube

LIVRE

LIVRE

Progressisme et démocratie en Amérique latine

2000-2021

Jean-Jacques Kourliandsky

Progressisme et démocratie...

Jean-Jacques Kourliandsky

l'aube

Fondation **Jean Jaurès**
ÉDITIONS

Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS
l'aube

PROGRESSISME ET DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE LATINE

2000-2021

Jean-Jacques Kourliandsky

PROGRESSISME ET DÉMOCRATIE
EN AMÉRIQUE LATINE

2000-2021

Fondation Jean-Jaurès
12 Cité Malesherbes
75009 Paris
www.jean-jaures.org

© Fondation Jean-Jaurès éditions
et éditions de l'Aube, 2022

ISBN 978-2-8159-5016-9

Fondation Jean-Jaurès éditions / éditions de l'Aube

Ce livre est dédié à un sage
Rafael Angel Zuñiga

INTRODUCTION

Le progressisme et la démocratie connaissent en Amérique latine une période de confusion. Cette instabilité traverse aussi l'Europe. Convergence fortuite, convergence porteuse d'enseignements ? Cette crise démocratique parallèle a sans aucun doute alimenté l'intérêt de l'essayiste, au risque d'une sorte d'anachronisme géopolitique. Comparaison n'est pas raison, ni leçon universelle. En dépit des apparences, des parentés partisans verbales, l'Amérique latine, les Amériques latines ont un passé, un héritage idéologique, un présent économique et social, qui leur est, leur sont propres.

Il est donc stimulant, à partir d'une autre instabilité, européenne celle-ci, de tenter de lire une autre réalité latino-américaine, faite d'incertitudes démocratiques et progressistes. « Démocratie » et « progressisme », sont des mots usés à force d'avoir servi. Ils sont pourtant au cœur des impasses politiques, économiques, environnementales et sociales des pays composant ce que, par habitude et par commodité, on continue d'appeler « Amérique latine »¹. Comment en parler de façon tout à la fois critique et constructive ? Julio Godio, économiste et sociologue argentin, suggère qu'il convient « de doter de rationalité les changements en cours, [...] d'essayer d'organiser en

Jean-Jacques Kourliandsky est directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine de la Fondation Jean-Jaurès et chercheur à l'Iris.

1. L'auteur renvoie ici au petit ouvrage qu'il a publié et qui aborde les différentes interrogations et contestations concernant cette appellation : *Amérique latine, insubordinations émergentes*, Fondation Jean-Jaurès, 2014.

catégories explicatives, l'époque où nous vivons¹ ». Et donc d'interroger ce moment où le progressisme et la démocratie en Amérique latine connaissent des mouvements de va-et-vient, alternant, sans cohérence visible, doute et euphorie, poussées et régressions.

Les avancées et les replis progressistes sont intimement liés à ceux de la démocratie. Les différents protagonistes des courants dits de gauche, pour simplifier, arrivés au pouvoir par la voie des urnes entre 1998 et 2006, ont été portés par une crise de légitimité démocratique et un sinistre économique, financier et social. Ils l'ont quitté tout aussi abruptement, entre 2014 et 2019, dans un contexte de crise sanitaire couplée à un marasme économique, social et démocratique. Ils en ont été évincés électoralement (en toute légalité), par une droite qui a accepté les alternances électorales. Ces allers-retours électoraux et idéologiques, plus ou moins globaux, sanctionnés par les résultats du suffrage universel, sont pour cette raison importants pour la réflexion qui va suivre. Il ne s'agit pas pour autant d'ignorer l'interférence d'autres expressions politiques – manifestations plus ou moins violentes, détournements constitutionnels – visant à manipuler l'éthique démocratique et progressiste.

Le résultat des élections législatives et présidentielles, tout autant que leur contestation, est le fil conducteur de l'état des lieux ici présenté. Le vote est un moment de vérité, un thermomètre de la vie politique et sociale, pour toutes les familles partisanes. Il est en Amérique latine peut-être plus symbolique qu'ailleurs. En effet, il est intimement lié aux combats menés au prix de sacrifices personnels et de drames collectifs par les progressistes de toutes obédiences, aux côtés de bien d'autres, pour rétablir à la fin du siècle dernier la démocratie, du Salvador au Chili, en passant par l'Argentine, le Brésil, l'Équateur,

le Paraguay et l'Uruguay. Cet engagement éthique et pacifique a permis de restaurer un régime de liberté sur presque tout un continent et d'écarter les dictatures militaires. Pourtant, cette démocratie a été interpellée depuis le milieu des années 2010.

Les progressistes sont à dire vrai de colorations et d'identités très différentes : bolivariens, communistes, écologistes, indianistes, justicialistes, radicaux, sandinistes, socialistes, travaillistes brésiliens, du Parti travailliste et du Parti démocratique travailliste. Ils sont souvent identifiés bien davantage par le nom d'un leader charismatique – ceux du Brésilien Lula, du Mexicain AMLO (Andrès Manuel Lopez Obrador), du Vénézuélien Hugo Chavez – que par une idéologie ou une étiquette partisane. Tous avaient défendu une intentionnalité partagée, celle de changer la vie, par la voie des urnes, au lendemain des dictatures. Le mot « progressiste », dont les acceptions sont multiples mais tendent vers un même horizon, a été privilégié dans cet essai¹. Il permet de définir par le dénominateur commun minimal des expériences se proposant de rompre avec le monde d'avant, celui des dictatures et celui des gouvernements libéraux, d'orientations commerciales et diplomatiques « occidentales ». Son périmètre, ici compris de façon large, sans jugement *a priori*, intègre donc ceux qui se disent ou se sont dits révolutionnaires, comme ceux qui s'affichent réformistes, chrétiens sociaux et de libération, laïques, marxistes de toutes obédiences et socialistes démocratiques. Tous se disent démocrates porteurs de changement social.

Le choix du terme de « progressiste » évite la vaine attribution de l'échec, électoral, gouvernemental, économique, à une quelconque déviance idéologique. L'alternance à droite, la réalité de bilans contestés et parfois contestables ont en effet touché toutes les familles

1. Julio Godio, *El mundo en que vivimos*, Buenos Aires, Corregidor, 2000, pp. 13-14 (trad. de l'auteur).

1. On a suivi ici la même option que celle de Franck Gaudichaud, Massimo Modonesi, Jeffrey R. Weber, dans *Fin de partie ? Amérique latine : les expériences progressistes dans l'impasse (1998-2019)*, Paris, Syllepse, 2020.

progressistes : bolivariens, communistes, justicialistes, révolutionnaires, réformistes, sandinistes, socialistes. Comme tous les partis de gouvernement ou de co-gouvernement : Alianza País d'Équateur, Frente amplio uruguayen, MAS bolivien, PC cubain, PRD mexicain, PRD de Saint-Domingue, PPD chilien, Parti radical chilien, PS chilien, PS uruguayen, PSUV vénézuélien, PT brésilien. La tentation du procès « inquisitorial » fondé sur les manquements aux fondamentaux les plus divers existe. L'ouvrage de Franck Gaudichaud, Maximo Modonosi et Jeffrey R. Weber cité plus haut en a fait un relevé tout aussi intéressant qu'une issue diabolisante. On se bornera ici à proposer un diagnostic de l'échec. Cet échec est bien davantage celui des attentes sociales manquées, attentes très concrètes et toujours actuelles, vecteurs de déceptions sanctionnées dans les urnes et alimentant les indignations de rue.

Le « bien commun » – la revalorisation d'un régulateur, l'État démocratisé, défenseur de l'intérêt collectif et national – a été revendiqué par tous. La mise en œuvre de cette feuille de route commune, en dépit de modes d'emploi différents à Brasilia, Montevideo ou Quito, n'a pas convaincu, si l'on veut bien se reporter aux alternances successives, à droite, constatées depuis 2014 ainsi qu'à la montée en force de mouvements revendicatifs qui privilégient la manifestation de rue, comme on l'a vu au Brésil, au Chili, en Colombie, en Équateur ou au Pérou. Ces mécontents contestent l'ordre établi, quels que soient les gestionnaires du moment, qu'ils soient à droite, comme en Colombie et au Chili, ou à gauche, comme au Brésil ou au Chili.

La pérennité de ces carences, leur dénonciation récurrente renvoient les « progressistes » à leurs fondamentaux. À l'urgence d'une relecture des retombées concrètes des valeurs qui sont celles du bien commun et de l'État providence. Ces valeurs opposent, rappellent les politistes Mark Lilla et Norbert Bobbio, droite et gauche idéologiques et non droite et gauche d'étiquette partisane. Cette gauche

de contenu social et démocratique doit être validée et vérifiée par ses bénéficiaires potentiels, les subalternes de toujours. Elle privilégie la prééminence de la valeur de l'égalité sur celles des identités¹, un contrôle effectif des délégations de représentation accordée aux élus de la démocratie représentative.

Cette approche « progressiste » énoncée par ces deux intellectuels, l'un italien, Norberto Bobbio, et l'autre nord-américain, Mark Lilla, est universelle tout autant que latino-américaine. La valeur égalité a été, et est, fortement interpellée par les demandes sociales et démocratiques élémentaires non satisfaites, et en attente de réponses.

Que s'est-il donc passé ces vingt dernières années en Amérique latine avec les progressistes de tout poil ? Assiste-t-on « à une fin de cycle ou à une nouvelle étape politique² » ? Comment comprendre les exceptions à la tendance générale des alternances ? En Bolivie en 2002, au Chili en 2009, en Colombie à toutes les consultations, au Salvador en 2019, en Équateur en 2021, la droite a pris, ou repris, le pouvoir. Comment comprendre les alternances récentes à gauche, constatées en Argentine, au Mexique et au Pérou ? Ces alternances seront-elles éphémères ou en annoncent-elles d'autres ? Et dans quelle direction politique ? Son cadre reste-t-il celui de l'alternance électorale, dans le contexte démocratique ayant fait consensus après les expériences traumatisantes des guérillas révolutionnaires et des dictatures de sécurité nationale ? Mais alors comment comprendre l'extension des rébellions urbaines et celle des migrations de masse ? Quel est l'impact des influences étrangères ? Ces alternances sont-elles chimiquement pures, ou s'appuient-elles sur des relais intérieurs ?

1. Norbert Bobbio, *Droite et Gauche*, Paris, Seuil, 1996 ; Mark Lilla, *La Gauche identitaire*, Paris, Stock, 2017.

2. Isabel Rauber, « Gouvernements populaires en Amérique latine : "fin de cycle" ou nouvelle étape politique », Venezuela infos, 19 janvier 2016.

Ces questions et bien d'autres titillent et perturbent bien des progressistes qui, ces derniers temps, ont multiplié les initiatives partisanes et associatives et les publications critiques¹, et qui ont été débordés et en 2019, 2020 et 2021, au Chili, en Colombie, en Équateur, au Pérou, par l'irruption de contestations massives, faisant largement abstraction du passé partisan progressiste.

DES ÉLECTIONS RÉVÉLATRICES ?

ÉTAT DES LIEUX POLITIQUE : DES ALTERNANCES IMPARFAITES

La chronique des événements électoraux courants, qui contribue à dresser un état des lieux politiques, est le socle incontournable de l'analyse. En effet, que s'est-il donc passé ces dernières années aux sommets des États latino-américains ?

Un constat s'impose. Les alternances sont le fruit d'un passage quasi universel à la case suffrage populaire, du Mexique au Nord, à l'Argentine et au Chili au Sud (voir le tableau page suivante).

Alternances quasi universelles, parce qu'il y a eu quelques exceptions, quelques alternances sans recours au vote, comme au Honduras en 2009, au Paraguay en 2012, au Brésil en 2016, en Bolivie en 2019. Il y a aussi eu des alternances prolongées artificiellement comme au Honduras en 2017, ou non respectées comme au Venezuela en 2015. Ces alternances forcées, ou prolongées, ont été mal assumées. Elles ne remettent pas en question la légitimation du pouvoir quel qu'il soit par les urnes. En effet, on a voté peu après ces passe-droits démocratiques au Honduras, au Paraguay et au Brésil. Ailleurs, le calendrier figurant ci-après en témoigne, les consultations présidentielles et législatives ont été la règle.

1. Voir en France les revues *Mouvements*, *Recherches internationales*, et en Amérique latine, *El Punt sobre la i* (Mexique), *Nueva Sociedad* (Argentine), *La Zurda* (Mexique), *Ojo Zurdo* (Pérou).

**CALENDRIER ÉLECTORAL
DU « CYCLE » LIBÉRAL-CONSERVATEUR
2014-2019**

2014, Salvador, 9 mars, présidentielle et législatives (1^{er} tour le 2 février) : continuité à gauche

2014, Costa Rica, 6 avril, présidentielle (1^{er} tour le 2 février) et législatives : alternance au centre (hors classement)

2014, Colombie, 25 mai et 15 juin, présidentielle et législatives : continuité à droite

2014, Bolivie, 12 octobre, présidentielle et législatives : continuité à gauche

2014, Brésil, 5 et 26 octobre, présidentielle et législatives : continuité à gauche

2014, Uruguay, 26 octobre et 30 novembre, présidentielle et législatives : continuité à gauche

2015, Mexique, 7 juin, législatives : continuité de l'officialisme (hors classement)

2015, Guatemala, 6 septembre, présidentielle et législatives : alternance à droite

2015, Argentine, 25 octobre, 22 novembre, présidentielle et renouvellement partiel du Parlement : alternance à droite

2015, Venezuela, 6 décembre, législatives : alternance à droite

2016, Bolivie, 21 février, référendum constitutionnel (option de réélection présidentielle du sortant) : échec du président (hors classement)

2016, République dominicaine, 15 mai, présidentielle et législatives : continuité officialiste (hors classement)

2016, Pérou, 5 juin, présidentielle et législatives (1^{er} tour le 10 avril) : alternance à droite

2016, Brésil, 31 août, présidentielle sans élection : alternance à droite

2016, Colombie, 2 octobre, référendum sur la paix avec les FARC : échec du président (hors classement)

2017, Équateur, 19 février et 2 avril, présidentielle : continuité à gauche

2017, Venezuela, 30 juillet, élection d'une Constituante : victoire contestée du parti présidentiel, continuité à gauche

2017, Argentine, 22 octobre, législatives : continuité à droite

2017, Chili, 19 novembre et 17 décembre, présidentielle : alternance à droite

2017, Honduras, 26 novembre, présidentielle : continuité à droite contestée

2018, Costa Rica, 4 février et 1^{er} avril, présidentielle : alternance au centre (hors classement)

2018, Équateur, 4 février, consultations référendaires : divisions à gauche (hors classement)

2018, 11 mars, Colombie, législatives : continuité à droite

2018, Paraguay, 22 avril présidentielle : continuité à droite

2018, Venezuela, 22 avril, présidentielle : continuité bolivarienne

2018, Colombie, 27 mai, et 17 juin, présidentielle : continuité à droite

2018, 1^{er} juillet, Mexique, présidentielle : alternance progressiste

2018, Brésil, 7 et 28 octobre, présidentielle : continuité à droite

2019, Salvador, 3 février : alternance à droite

2019, Guatemala, 11 août, présidentielle : continuité à droite

2019, Bolivie, 20 octobre, présidentielle annulée : alternance à droite

2019, Argentine, 28 octobre, présidentielle et législatives : alternance national-progressiste

2019, Uruguay, 28 octobre : alternance à droite

TOTAL	31
Droite, victoires et alternances :	9 (28,9 %)
Droite, continuité :	7 (22,5 %)
Droite, total :	16 (51,4 %)
Gauche, victoires et alternances :	2 (6,4 %)
Gauche, continuité :	7 (22,5 %)
Gauche, total :	9 (28,9 %)
Hors classement :	6 (19,3 %)

NB : Hors classement = référendums + résultats partis « officialistes » mexicain et dominicain

Le tableau ci-dessus présente un instantané de la situation politique et électorale des différents pays ibéro-américains de 2014 à 2019. Une lecture plus fine des faits électoraux et politiques peut être faite en partant du nord de l'Amérique latine, du Mexique donc, pour s'achever au sud, au Chili et en Argentine.

Au Mexique, le 1^{er} juillet 2012, il y a eu alternance électorale. Un président, porteur des couleurs du PRI (Parti de la révolution institutionnelle, membre de l'Internationale socialiste et de la Copppalc¹), a succédé à un chef d'État membre du parti PAN (Parti d'action nationale), centre droit libéral et catholique. Le nouvel élu, Enrique Peña Nieto, comme Fernando Calderón, le sortant, bien qu'issus de familles politiques différentes, ont gouverné avec les mêmes orientations l'économie et la politique extérieure. Ils étaient convaincus des vertus du libre-échange et ont privilégié une alliance forte avec les États-Unis et le Canada. La consultation suivante a été elle aussi d'alternance. Le 1^{er} juillet 2018, le vainqueur Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO),

1. La Copppalc est la Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine et de la Caraïbe – assemblage de partis laïques et démocratiques créé par le PRI mexicain.

fondateur du MORENA (Mouvement de rénovation nationale), a été élu pour apaiser le ras-le-bol social d'une majorité de Mexicains, répondre à leur demande de sécurité, corriger les excès des politiques libérales de ses prédécesseurs et moraliser la vie politique.

En Amérique centrale, le Costa Rica (le 6 avril 2014), le Guatemala, (le 25 octobre 2015) et le Panama (le 4 mai 2014) ont vécu des alternances électorales au contenu diversifié. L'alternance est incontestable, mais il est difficile de qualifier les programmes présentés par les nouveaux élus. S'il y a en effet rupture de style, et parfois rupture éthique, il y a bien aussi plus de continuité que de changement dans l'économie et la politique extérieure, de tonalité libre-échangiste et occidentale.

Les électeurs du Honduras (le 24 novembre 2013 et le 26 novembre 2017), du Nicaragua (le 6 novembre 2011) et du Salvador (le 9 mars 2014) ont confirmé les candidats présidentiels de la continuité. Il n'y a pas eu alternance dans ces pays. Juan Orlando Hernández Alvarado (parti national, droite), Daniel Ortega, membre du FSLN (Front sandiniste de libération nationale), parti de l'Internationale socialiste¹, mais aussi de la Copppalc et du Forum de São Paulo², ont été réélus au Honduras et au Nicaragua. Au Salvador, le FMLN (Front Farabundo Marti de libération nationale), formation membre de la Copppalc et du Forum de São Paulo, a fait réélire un candidat issu de ses rangs le 25 mai 2014. Le Honduras est dirigé par un chef d'État ami des États-Unis. Au Nicaragua et au Salvador, les présidents élus en 2014 étaient proches des États sud-américains d'orientation nationaliste et latino-américaniste.

1. L'Internationale socialiste (IS) est organisée en Amérique latine autour d'une structure *ad hoc*, le CALCIS (Comite de l'Amérique latine et de la Caraïbe de l'IS). SICLAC est son appellation en anglais.

2. Le Forum de São Paulo – qui réunit des formations nationalistes et progressistes – a été initié par le PT brésilien.

Les consultations de 2019 au Guatemala et au Salvador ont rebattu les cartes. On a constaté un renouvellement des élus et des étiquettes partisanes. Dans un contexte d'alternance de droite au Salvador, où le vainqueur Nayib Bukele, après avoir rompu avec le FMLN, a cherché et obtenu le soutien de forces conservatrices (GANA). Au Guatemala, la relève s'est effectuée au sein de la droite. Il y a des différences entre Jimmy Morales et son successeur, Alejandro Giammattei. Mais elles relèvent de leur profil personnel et de leur formation : le changement d'homme n'a pas modifié l'essentiel, la continuité conservatrice.

Dans la Caraïbe, Cuba vivant au rythme d'élections à un seul parti, le PCC, le parti communiste cubain, ne connaît pas d'alternance politique, même si les électeurs sont appelés aux urnes, par exemple aux législatives du 11 mars 2018. Il peut y avoir, comme cela s'est fait le 19 avril 2018, une relève au sommet de l'État liée à des ajustements au sein du parti unique, le PCC, ou plus simplement au grand âge des dirigeants en place. Haïti vit une crise de représentativité historique, aggravée par divers accidents naturels, générateurs de mécontentement et de mal-vivre structurel. En République dominicaine, pour la troisième fois, un représentant du Parti de libération démocratique, Daniel Medina (membre de la Coppalc et du Forum de São Paulo) a été élu à la présidence le 15 mai 2016. Les présidents du PLD ont cultivé l'intégration de leur pays dans le commerce international, leurs relations avec les États-Unis et les pays européens.

En Amérique andine, la Colombie a perpétué une singularité qui réduit le champ de l'alternance. Le niveau historiquement élevé des violences, de la corruption et des délinquances de toutes sortes, la fragmentation géographique et sociale du pays éloignent les électeurs des urnes. La participation est traditionnellement faible. Les enjeux opposent des projets personnels non pérennisés. Le président élu en 2010 et réélu en 2014, Juan Manuel Santos, a été membre du parti

de la U, formation de notables, en érosion finale en 2018, terme de son dernier mandat. Son principal opposant avait été, de 2010 à 2018, l'ex-président Uribe, dont il avait été ministre. Pris dans ces rivalités personnelles, l'accord de paix négocié par le président Santos et la guérilla des FARC a été rejeté par les électeurs consultés par référendum le 2 octobre 2016. En 2018, le vainqueur des présidentielles, Ivan Duque, portait les couleurs de la formation créée par Alvaro Uribe, le Centre démocratique. Le pays a retrouvé le cap qui était le sien de 2002 à 2010 : celui d'un libéralisme conservateur et militarisé.

Au Venezuela le 14 avril 2013, un candidat du PSUV (Parti socialiste uni du Venezuela), Nicolas Maduro, a succédé à un sortant du même parti politique, Hugo Chavez. Le PSUV n'est plus membre de la Coppalc. S'il est adhérent au Forum de São Paulo, il privilégie cependant l'appartenance du Venezuela à l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) créée en 2004 par Hugo Chavez. Ses dirigeants pratiquent une diplomatie latino-américaniste active, polémique avec les États-Unis et l'Espagne. Les législatives du 6 décembre 2015 ont été gagnées par une coalition d'opposition, la MUD (Coalition d'unité nationale). Trois partis membres de la MUD sont membres de l'Internationale socialiste, Action démocratique, Un Nuevo Tiempo, Voluntad Popular. La MUD a été empêchée d'exercer les compétences législatives acquises électoralement le 6 décembre 2015 par une série d'artifices institutionnels unilatéralement actionnés par le pouvoir exécutif. Celui-ci a en particulier fait élire dans des conditions contestées en 2017 une Assemblée constituante composée majoritairement de membres du PSUV. Cette assemblée s'est arrogé les pouvoirs de l'Assemblée législative élue en 2015. Le président de l'Assemblée législative, l'opposant Juan Guaido, et un grand nombre de ses coreligionnaires ont été empêchés par la police d'entrer dans les locaux du Parlement le 5 janvier 2020. Ceci a permis la prise du Parlement par les partisans du pouvoir. L'opposition a depuis accru la confusion démocratique, en

créant sans légitimité institutionnelle un pouvoir parallèle validé par les États-Unis, la Colombie et les pays occidentaux.

Plus au sud, l'Équateur a renouvelé le mandat parlementaire des candidats d'Alianza País, parti membre du Forum de São Paulo le 7 avril 2013. En 2017, Lenín Moreno (AP) a succédé à Rafael Correa (AP). L'Équateur était, à ce moment-là, un pays cultivant un nationalisme actif, combiné à un volontarisme progressiste et à une diplomatie régionale latino-américaniste. L'Équateur abritait alors le siège de l'Unasur (Union des nations d'Amérique du Sud). Mais la gestion de cette continuité à succès a été brisée par un divorce entre le nouveau président élu et son prédécesseur. Le 4 février 2018, Lenín Moreno a convoqué les électeurs pour décider par voie référendaire la non-réélection d'un président sortant. La mesure adoptée à une large majorité visait Rafael Correa. Elle a provoqué la rupture d'Alliance Pays. Depuis, l'Équateur a rejoint le groupe des pays libéraux-conservateurs. Il a quitté l'ALBA, l'Unasur, et a récupéré son siège. Il a quitté l'OPEP et posé sa candidature à l'Alliance du Pacifique, organisation régionale d'inspiration libre-échangiste. En 2021, un président de droite, Guillermo Lasso, a été élu, écartant le candidat de la continuité corréiste, après avoir difficilement éliminé au premier tour un candidat indigéniste et écologiste.

En Bolivie, le président Evo Morales (du parti MAS, Mouvement vers le socialisme) a été réélu le 12 octobre 2014. Il partage les valeurs nationalistes, progressistes et latino-américanistes qui étaient alors celles de l'Équateur et du Venezuela. Souhaitant obtenir une réforme de la Constitution en vue de pouvoir se représenter, Evo Morales a été sanctionné par les électeurs qui, consultés par voie référendaire le 21 février 2016, ont voté « non ». Passant outre ce vote, en s'appuyant sur une décision de complaisance du Tribunal suprême, il a tenté de forcer les événements en se présentant aux présidentielles du 20 octobre 2019.

Son opposition de droite, s'appuyant sur les forces armées, l'a contraint à démissionner et à passer la main. La Bolivie s'est retirée de l'ALBA et de l'Unasur. La nouvelle présidente a pourchassé le MAS et ses élus. En 2020, les électeurs ont mis un terme à cette confusion en choisissant un héritier d'Evo Morales, Luis Arce, comme chef de l'État.

Le Pérou a vécu une alternance le 5 juin 2016. Un président, de culture libérale et de nationalité nord-américaine, Pedro Pablo Kuczynski (dit PPK), a succédé à un chef d'État, Ollanta Humala, militaire de carrière et fondateur d'un parti nationaliste, pratiquant une diplomatie tous azimuts, au service des intérêts du Pérou¹. Le pays, avec un nouveau chef d'État, PPK, a conforté les orientations libre-échangistes prises antérieurement, mais il a quasiment rompu ses relations diplomatiques avec le Venezuela. Ollanta Humala a été mis en examen et un temps incarcéré pour sa connivence supposée avec l'entreprise brésilienne Odebrecht. Ses prédécesseurs et son successeur font tous l'objet de mises en examen. L'un d'entre eux, Alan Garcia, s'est suicidé. PPK ayant été mis en examen à son tour, le pouvoir a été assumé de façon intérimaire par le vice-président élu en 2016, Martin Vizcarra. Il a maintenu la ligne libérale, libre-échangiste et anti-vénézuélienne de PPK, sanctionnée par la création en 2017 d'un groupe dit de Lima, ayant pour objet de coaliser les pays américains pour forcer une alternance à Caracas. Après la mise à l'écart de Martin Vizcarra, les électeurs ont élu président, en 2021, Pedro Castillo, un instituteur inconnu, au programme initialement radicalement de gauche, mais ultérieurement attendri.

Dans les pays du cône sud, au Chili, une socialiste, Michelle Bachelet, présentée par une alliance de centre gauche, la Nouvelle Majorité – rassemblant démocratie chrétienne, radicaux, socialistes,

1. Voir à ce sujet Ollanta Moises Humala Tasso, *De Locumba a candidato a la presidencia en Peru*, Lima, A. & G. Impresiones, 2017.

Parti pour la démocratie et Parti communiste –, a emporté la victoire le 15 décembre 2013, succédant ainsi à un président de centre droit. Les composantes de cette alliance sont dans leur majorité membres de la Coppelc. PS, PPD et radicaux font par ailleurs partie de l'Internationale socialiste. Le PCC et le PSCh sont membres du Forum de São Paulo. Le 17 décembre 2017, le candidat de droite, Sebastián Piñera, avec la coalition Chile Vamos, l'a emporté, provoquant ainsi une alternance. Ces élections ont par ailleurs été marquées par l'émergence d'un front de gauche (Frente amplio) dont la candidate, Beatriz Sanchez, éliminée de peu au premier tour, n'a pas appelé à voter en faveur du candidat de gauche (Nouvelle Majorité), Alejandro Guillier, sélectionné pour le second tour. Le Chili est, depuis le rétablissement de la démocratie, un administrateur prudent des institutions héritées de la dictature, un défenseur convaincu du « régionalisme ouvert » et d'un libre-échange universel. Le Chili de Sebastián Piñera a quitté l'Unasur, proposé la création d'une alliance libérale latino-américaine, Prosur, et a rejoint le Groupe de Lima. Toutes ces ambitions et orientations ont été brutalement remises en cause par les manifestations massives ayant commencé le 18 octobre 2019, avec des mots d'ordre antilibéraux, radicalement démocratiques et révisionnistes, en marge des forces politiques représentées au Parlement. Cette contestation a été apaisée par l'élection d'une convention constituante en 2021. Les électeurs, paradoxalement peu mobilisés, ont sanctionné la droite et les partis de la Concertation, privilégiant ainsi, de façon non perçue par les sondages, l'élection de représentants indépendants. Ce choix a été validé le 19 décembre 2021 avec la victoire présidentielle du candidat « progressiste » Gabriel Boric Font.

Au Paraguay, Fernando Lugo, président élu de centre gauche (Alliance patriotique pour le changement), a été écarté le 1^{er} juillet 2012, au prix d'un coup de force parlementaire, constitutionnellement infondé. Le pays est depuis dirigé par les représentants des partis

traditionnels, qui ont fait sanctionner l'alternance par les électeurs. L'Uruguay a confirmé par la voie des urnes, le 26 octobre 2014, la continuité présidentielle à gauche en élisant Tabaré Vazquez, candidat du Frente amplio (coalition de partis de gauche et de centre gauche). Cette coalition est affiliée à la Coppelc et au Forum de São Paulo. Deux de ses composantes, le PSU et Nouvel Espace, sont également membres de l'Internationale socialiste. Le 28 octobre 2019, la droite traditionnelle avec Luis Lacalle Pou a gagné la présidentielle, bénéficiant de l'usure d'équipes progressistes au pouvoir depuis quatorze ans, d'une relative stagnation économique et d'une légère poussée de la délinquance.

L'Argentine a élu le 25 octobre 2015 un président de centre droit, Mauricio Macri. Sa majorité parlementaire a été confortée le 22 octobre 2017. Il y a donc eu dans ce pays alternance politique. Le président élu a signalé ses convictions pro-occidentales et libérales. Il a retiré l'Argentine de l'Unasur. Le chef de l'État sortant, Cristina Kirchner, représentant l'une des familles du parti justicialiste (péroniste), défendait au contraire un souverainisme tatillon, concerté avec les pays sud-américains voisins. L'échec économique de Mauricio Macri, la décroissance, la montée du chômage et de la pauvreté, la dette extérieure ont permis la victoire du péroniste Alberto Fernandez, le 28 octobre 2019. Faute d'avoir répondu à l'attente sociale des électeurs, Alberto Fernandez a perdu les législatives du 24 octobre 2021.

Au Brésil, enfin, le Parlement a forcé une alternance de gauche à droite, sans recourir à l'élection, le 12 mai 2016. La présidente Dilma Rousseff, issue du PT (le Parti des travailleurs), élue en 2014, a été suspendue pour des motifs constitutionnellement douteux, ce qui a permis l'accession au pouvoir d'une équipe de droite, sous la tutelle du vice-président Michel Temer. Bien qu'intérimaire, et donc de façon illégitime, il a immédiatement changé le cap de la politique du pays.

Le Brésil, depuis le 12 mai 2016, s'est aligné sur le monde occidental, comme alors son voisin argentin moins regardant sur la défense de sa souveraineté et peu intéressé par la perpétuation d'alliances régionales. Cette alternance sans recours au suffrage universel a été sanctionnée par le Sénat brésilien le 31 août 2016. La dérive a-démocratique s'est poursuivie de 2016 à 2018. Les forces armées sont publiquement intervenues pour forcer l'emprisonnement de l'ex-président Lula, l'empêchant de se présenter à la présidentielle de 2018. Les grands médias et les Églises pentecôtistes ont relayé l'appel à un pouvoir fort rompant avec les politiques du PT, littéralement diabolisé. Ce contexte a favorisé en 2018 l'élection d'un député peu actif, mais fort en bouche, et réactionnaire, d'origine militaire, à la présidence, Jair Bolsonaro. Le Brésil de Jair Bolsonaro a quitté l'UNASUL et la CELAC. Il a rejoint le Groupe de Lima.

2014-2021 : QUELLES ALTERNANCES ?

Il faut noter d'abord que le cycle libéral-conservateur n'a pas de portée universelle. Certes, le tableau des élections à caractère national (présidentielles/législatives/référendums) qui se sont déroulées de 2014 à 2019 donne un net avantage aux majorités libéral-conservatrices. Mais la part des consultations confirmant des majorités national-progressistes, voire des alternances de ce type, est suffisamment importante pour enlever toute valeur exclusive au cycle souvent présenté comme allant de soi.

Ensuite, le constat élémentaire, mais incontournable, des faits ci-dessus conduit à répartir les alternances en deux groupes. On note des alternances a-démocratiques, celles concernant la Bolivie en 2019,

le Brésil en 2016, acquises comme au Honduras en 2009, et au Paraguay en 2012, sans l'onction du suffrage universel. On peut y associer le cas du Venezuela où le résultat du vote législatif de 2015, favorable à l'opposition, a été contourné par diverses voies démocratiquement non conformes. Les autres passations de pouvoir, assez diversifiées, d'alternances et de continuité, de droite et de gauche, sont, quant à elles, le résultat d'un choix électoral démocratiquement exprimé.

Le premier groupe, celui des alternances issues de rapports de force extra-électorales concerne, dans la période considérée, la Bolivie, le Brésil et le Venezuela.

La Bolivie, premier pays considéré (par ordre alphabétique), a organisé sur initiative du président Evo Morales, le 21 février 2016, une consultation référendaire visant à modifier la Constitution afin de lui permettre de se représenter. En dépit du rejet du projet par les électeurs, le président a obtenu du Tribunal constitutionnel un avis favorable lui permettant de se représenter. Cet avis, peu argumenté, a été immédiatement contesté et a mobilisé et galvanisé les opposants. L'élection du 20 octobre 2019 paraissait ouvrir la possibilité d'un deuxième tour difficile pour le chef de l'État sortant. Le dépouillement, alors que 83 % des bulletins avaient été examinés, a été suspendu sans explication dans la nuit du 20 au 21 octobre. Le pays est alors entré dans un cycle de violences. Le président a tenté de reprendre la main en saisissant l'OEA (Organisation des États américains). L'OEA a critiqué le déroulement du scrutin et le dépouillement. Le pays s'est alors enfoncé dans le désordre et a basculé dans une zone politique illibérale. Le président, Evo Morales, a été invité par le général en chef de l'armée de terre à se démettre. Une vice-présidente du Parlement, Jeanine Añez, s'est fait proclamer présidente. Cette initiative fut validée par les juges du Tribunal constitutionnel qui avaient en 2016 donné leur assentiment à la réélection du chef de l'État en dépit du vote contraire des électeurs.

Au Brésil, la présidente suspendue en 2016, Dilma Rousseff, avait été élue le 26 octobre 2014 avec une majorité de 51,4 % des suffrages exprimés. Candidate du Parti des travailleurs (centre gauche), elle était alliée à un parti « attrape tout », sans identité idéologique, le PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien). Le vice-président, Michel Temer, était membre de cette formation. Ce parti a décidé le 29 mars 2015 de rompre avec la présidente et le PT. La rupture a eu des conséquences immédiates dans les Assemblées législatives. Mais Dilma Rousseff restait à la tête de l'exécutif, avec des compétences fortes, le Brésil étant un pays à Constitution présidentielle. Pour changer d'orientation politique, la nouvelle majorité a donc provoqué un scrutin parlementaire visant à suspendre la présidente pour « crime contre la Constitution ». C'était la seule option ouverte permettant une alternance non violente et sans recours à l'élection. Les députés qui ont voté le 17 avril 2016 la destitution de Dilma Rousseff n'ont pas caché le sens politique d'un vote, certes majoritaire, mais de circonstance, et donc non respectueux de la loi fondamentale. Le président intérimaire, Michel Temer, vice-président sortant et vice-président en fonction, politiquement et personnellement solidaire de la politique suivie depuis 2011 par la présidente, n'a à aucun moment été visé par la censure majoritaire du Congrès des députés. Bien qu'intérimaire jusqu'à la fin de la procédure de mise en examen de la présidente, loin de gérer les affaires courantes, il a mis en œuvre une autre politique économique, sociale et extérieure. L'alternance, bien que validée de façon définitive par le Sénat le 31 août 2016, était inconstitutionnelle et a-démocratique¹.

Ces dérives démocratiques avaient eu deux précédents : les destitutions des chefs d'État par les parlements et les pouvoirs judiciaires du

1. Voir sur le sujet Rubens Casara, *Sociedade Sem Lei*, Rio de Janeiro, Civilização brasileira, 2018, et Jessé Souza, *A radiografia do golpe*, Rio de Janeiro, LeYa, 2016.

Honduras (le 28 juin 2009) et du Paraguay (le 1^{er} juillet 2012). Au prix d'une couverture institutionnelle minimale, les présidents de ces deux pays, José Manuel Zelaya Rosales (au Honduras) et Fernando Lugo (au Paraguay) avaient été privés des responsabilités exécutives que leur avaient confiées les électeurs de leurs pays respectifs en quelques heures. La procédure dans les deux cas avait été immédiatement exécutoire et sans appel. Ici aussi, une autre politique avait été mise en œuvre par les dirigeants autoproclamés, ultérieurement légitimés par les urnes dans un contexte électoral inégal pour les alliances des sortants affaiblies par les conditions de destitution de leurs responsables.

Ces alternances sont démocratiquement illégitimes. Au-delà des personnalités différentes ciblées par la procédure de destitution, elles ont toutes répondu à des choix idéologiques, sans fondement constitutionnel. Ces pays, jusque-là dirigés par des équipes nationalistes et latino-américanistes, ont été pris en main par des dirigeants libre-échangistes, se déclarant amis et alliés des États-Unis, du Japon et de l'Union européenne.

Il convient à cette liste d'ajouter le cas du Venezuela qui répond à d'autres référents idéologiques, progressistes dans son cas. Mais il relève, lui aussi, de mécanismes manipulateurs des fondamentaux de la démocratie. Le résultat des législatives de 2015, favorable à l'opposition, a été depuis cette date systématiquement nié par les autorités. Les juges ont invalidé un certain nombre de députés. Une « Constituante » élue en 2017 selon des modalités *ad hoc* s'est substituée à l'Assemblée nationale élue en 2015. Les parlementaires d'opposition, majoritaires, ont été par la force empêchés de participer au vote de renouvellement de leur Bureau en janvier 2020¹.

1. Voir Fabrice Andréani, « Venezuela, du mirage au désastre. Pour une critique métarialiste de la dystopie bolivarienne », *Recherches internationales*, n°116, octobre-décembre 2019.

Les autres alternances ont été imposées par les électeurs. Celles constatées en Argentine sont sans aucun doute les plus aisées à catégoriser. Le vainqueur de la bataille électorale en 2015, Mauricio Macri, homme de centre droit libéral et pro-occidental, a succédé à une présidente nationaliste et latino-américaniste. Un constat identique peut être fait pour l'alternance suivante qui a vu, le 28 octobre 2019, Alberto Fernandez, un péroniste, succéder à un président libéral sanctionné pour l'échec de sa politique économique.

Cette alternance n'est pas la seule. Chili, Costa Rica, Guatemala, Mexique, Panama, Pérou ont élu des présidents qui ont pris la suite d'hommes et d'équipes, de partis, avec lesquels ils ont été en concurrence. Au Chili, Michelle Bachelet, candidate de centre gauche, a battu un candidat de centre droit, avant de passer la main au terme d'une consultation transparente à un chef de l'État libéral, Sebastián Piñera. Au Costa Rica, Luis Guillermo Solís, candidat sans parti, a éliminé les concurrents issus des formations traditionnelles. Au Guatemala, un homme de spectacle et de religion, Jimmy Morales, l'a emporté sur les candidats des formations établies. Au Mexique, Enrique Peña Nieto, candidat du PRI, le Parti de la révolution institutionnelle, a pris la suite du PAN, le Parti d'Action nationale, de centre droit. En 2018, au terme d'une nouvelle alternance, un national-progressiste, Andrés Manuel Lopez Obrador, est arrivé au pouvoir. Au Pérou, en 2016, un libéral avoué, libre-échangiste et détenteur de la nationalité des États-Unis, Pedro Pablo Kuczynski, a succédé à Ollanta Humala, un militaire nationaliste.

Pour autant, ces alternances d'hommes et de partis politiques, le plus souvent gagnées par les vainqueurs au prix de campagnes disputées, ne modifient en rien les orientations fondamentales de la gestion de l'économie et des sociétés concernées. À la différence de l'élection argentine, nouveaux entrants comme sortants partagent en effet les

mêmes convictions et conceptions pragmatiques sur le rôle du marché dans l'économie et le caractère incontournable du libre-échange. Chili, Mexique et Pérou étaient avant comme après leurs alternances électorales respectives membres de l'APEC (le Forum du Pacifique) et de l'Alliance du Pacifique. L'alternance de 2018 au Mexique, celle donc d'AMLO, un progressiste, n'a rien changé. Le Mexique est toujours partie prenante de l'APEC et de l'Alliance du Pacifique.

Il convient aussi de ne pas oublier, si l'on entend procéder à un examen complet, les situations relativement nombreuses de pays ayant confirmé les sortants. En Bolivie, en Équateur, au Salvador, en Uruguay et au Venezuela, les votants de ces pays ont réélu des équipes de la famille latino-américaine progressiste. Tandis qu'en Colombie, ils ont confirmé le courant de centre droit, avec Juan Manuel Santos, puis Iván Duque, tout comme au Honduras. Porter un jugement sur les responsables de ces pays doit aller bien au-delà de l'examen du maillot partisan de chacun. L'Équateur, proche jusqu'en 2017 de la famille nationaliste et latino-américaniste, pays siège de l'Unasur et membre de l'Alba, n'en a pas moins négocié un accord d'association avec l'Union européenne et gardé le dollar des États-Unis comme monnaie « nationale ». L'Uruguay, de gauche jusqu'aux élections de 2019, lui aussi membre de l'Unasur, en bons termes avec les autorités vénézuéliennes, s'est rapproché des États-Unis et de l'Alliance du Pacifique. La Colombie, bien que membre de l'Alliance du Pacifique, associée à l'OTAN, et ayant signé des accords commerciaux avec les États-Unis et l'Union européenne, a eu jusqu'à l'élection aux États-Unis de Donald Trump des relations correctes avec le Venezuela et confiantes avec Cuba, pays hôte des négociations de paix entre autorités et guérilla des FARC, de 2011 à 2016. Le Venezuela est sans doute le cas le plus complexe. En effet, le Venezuela est en situation de cohabitation hautement conflictuelle. Les électeurs ont confirmé aux présidentielles de 2013 la politique du sortant, « bolivarienne », nationaliste et

latino-américaine. En revanche, quelques mois plus tard, en 2015, ils ont aux législatives massivement voté pour un Parlement d'alternance, oppositionnel, libéral et pro-occidental.

DES ALTERNANCES AUX CAUSES MULTIPLES

Le changement de gouvernants aux sommets de nombreux États latino-américains, de 2014 à 2019, est incontestable. Ses raisons – contrairement aux commentaires éclairés liés aux exigences de l'information électronique – le sont beaucoup moins. Quels sont les éléments permettant de comprendre la mécanique ayant conduit à ces alternances ? La question posée garde à ce stade toute son opacité.

Le facteur partisan

La politique partisane a-t-elle joué un rôle décisif dans les changements constatés au terme de processus électoraux ? L'examen attentif des hommes, et éventuellement des équipes, arrivés au pouvoir au terme de ces alternances ne permet pas de répondre par l'affirmative. Les dirigeants ayant emporté les présidentielles du Costa Rica, en 2014, et du Guatemala, en 2015, sont des responsables arrivés par surprise. Ils ne se sont pas appuyés sur des formations anciennes et/ou bien implantées. À un degré moindre, mais entrant dans cette catégorie, on trouve les nouveaux présidents d'Argentine en 2015 et du Pérou en 2016. Tous deux ont fait campagne sur leur nom. Tous deux ont gagné sans pour autant disposer d'une majorité parlementaire. La même remarque pourrait être faite au Brésil, dont les dirigeants, de 2016 à 2018, sont issus d'une alternance, en 2016, sans légitimité

électorale. Le président intérimaire Michel Temer était certes membre d'une formation ancienne, le PMDB, mais ce parti n'a pas d'idéologie autre que celle de l'exercice du pouvoir. Michel Temer est arrivé au sommet de l'État grâce au soutien d'une kyrielle d'élus représentatifs d'intérêts personnels et locaux.

Alors ? Les groupes de pression, patronat et médias en particulier, ont-ils eu leur part de responsabilité ? Ni plus ni moins qu'en d'autres périodes. Le patronat s'est effectivement mobilisé pour défendre ses intérêts. Dans la période récente, il a d'un pays à l'autre soutenu les candidats qui lui étaient les plus proches. En Argentine, Mauricio Macri, président élu en 2015, est chef d'entreprise. Au Brésil, la FIESP, centrale patronale de São Paulo, la plus puissante du pays, a ouvertement et publiquement fait campagne en 2015 pour la destitution de la présidente Dilma Rousseff. Les chaînes de télévision et les grands journaux en Amérique latine sont aussi et d'abord des entreprises, naturellement proches des milieux patronaux. Les groupes Globo au Brésil, Televisa au Mexique, Mercurio au Chili, Comercio en Équateur, Clarin en Argentine ont été en conflit politique avec les dirigeants nationalistes et progressistes de leurs pays respectifs. Ils accompagnent le point de vue des dirigeants d'entreprise. Libre-échange, primauté du secteur privé, proximité avec les homologues internationaux, européens, japonais, nord-américains font partie des normes filtrant l'information générale comme les événements courants. Les tentatives de régulation des médias menées par les gouvernements nationalistes ont doublement échoué. Elles ont conduit à des affrontements cristallisant de façon durable le basculement militant de ces groupes contre les gouvernements nationalistes. Dans certains cas – d'Argentine au Venezuela en passant par l'Équateur –, les mesures radicales prises par les gouvernements contre des groupes se comportant effectivement en adversaires politiques ont pu être présentées par ceux-ci comme des atteintes à la liberté de la presse.

La dimension sociale

Incontestablement, le social a joué un rôle particulier. En effet, les politiques sociales actives menées en Bolivie, en Équateur, au Salvador, en Uruguay permettent de comprendre le renouvellement de la confiance accordée par les électeurs aux dirigeants sortants, représentatifs de la famille nationaliste et latino-américaniste. La manipulation de la Constitution opérée par les députés de la droite brésilienne, à l'inverse, en témoigne également. Elle a permis d'effectuer une alternance politique à résonance sociale régressive, sans élection, à un moment où le Parti des travailleurs et son dirigeant historique, Lula da Silva, bénéficiaient encore d'un fort soutien populaire en raison de l'efficacité des programmes sociaux mis en œuvre depuis 2003. En revanche, l'argumentation ne fonctionne pas pour comprendre l'échec en 2016 du référendum constitutionnel proposé aux électeurs par le président bolivien, Evo Morales, et, au Venezuela, la défaite du PSUV aux législatives de 2015. Ces pays nationalistes et latino-américanistes, en effet, ont pratiqué des politiques sociales imaginatives, ayant fait l'objet d'une attention internationale. Bien que libre-échangiste et allié des États-Unis, le Mexique de Fernando Calderon et de Enrique Peña Nieto, en dépit de programmes sociaux similaires, a connu en 2006, 2012 et 2018 une alternance au sommet de l'État¹.

Le facteur éthique

L'éthique aurait-elle été un facteur déterminant ? Les « affaires » ont en effet touché la quasi-totalité des sociétés politiques latino-américaines. Le gouvernement de Cristina Kirchner en Argentine,

plusieurs dirigeants au Brésil du Parti des travailleurs, le président sortant du Guatemala, plusieurs candidats aux élections péruviennes ont été mis en examen. Ils relèvent de familles politiques diverses. Qui plus est, leurs adversaires ne sont pas mieux lotis. Mauricio Macri, chef de l'État argentin ayant succédé à Cristina Kirchner, a fait l'objet d'une investigation judiciaire pour des placements non déclarés dans des paradis fiscaux. Un grand nombre de ceux qui au Brésil ont poussé le PT et la présidente Dilma Rousseff sur le banc de touche pour corruption ont été rattrapés par la justice. Eduardo Cunha, ex-président du Congrès, membre du parti PMDB, a été contraint à la démission. Bien d'autres, comme Aécio Neves, candidat du PSDB aux présidentielles de 2014, ont également été interpellés par la justice. Tout comme, depuis 2020, la famille du président Jair Bolsonaro.

Les ingérences extérieures

Enfin, l'étranger a-t-il joué un rôle ? En Bolivie, en Équateur et, de façon particulière, au Venezuela, les autorités présidentielles ont dénoncé la main des États-Unis sous des qualificatifs divers. Le terme de « complot » a souvent été utilisé. Il est certain que les responsables nord-américains, démocrates comme républicains, se sentent plus proches des libéraux et des pro-occidentaux que des boliviens et autres nationalistes latino-américanistes. Pour autant, le soutien apporté aux amis des États-Unis exclut, actuellement, tout recours à l'interventionnisme militaire, à la différence d'autres époques. Cela dit, il convient de nuancer fortement le propos en distinguant la mandature de Barack Obama et celle de Donald Trump.

Le président Barack Obama a effectué des déplacements pour marquer ses choix. Il est allé en Argentine, au Brésil, au Chili, à Cuba, au Mexique. Il a été le premier chef d'État étranger reçu en Argentine

1. Sur les politiques sociales mises en œuvre par les pays latino-américains, voir Carmen Midaglia, Gerardo Ordonez et Enrique Valencia, *Políticas sociales en América Latina en los inicios del siglo XXI*, Buenos Aires, Colegio de la Frontera Norte-Clacso, 2018.

par Mauricio Macri. Il est également allé à Cuba, dont pourtant il est très éloigné idéologiquement, ouvrant la voie à une normalisation diplomatique et relationnelle. Les États-Unis de Barack Obama ont essayé d'influer, avec les moyens financiers et culturels qui sont les leurs, tout en étant respectueux des formes démocratiques. Cette politique a sans doute accompagné certains changements. Pour autant, il est difficile de considérer qu'elle a joué un rôle déterminant forçant l'alternance, en Argentine, au Brésil et au Venezuela.

Il en va différemment avec son successeur Donald Trump. Celui-ci a bilatéralisé ses rapports avec les Latino-Américains, contraints à une relation inégale. Il a pratiqué dans ce cadre une diplomatie de remontrances, allant jusqu'aux sanctions diplomatiques et économiques. Aucun gouvernant n'y a échappé – Argentine, Brésil, Colombie, Cuba, Mexique, Venezuela. Le constat électoral doit toutefois être relativisé. Les mouvements constatés aux sommets des États latino-américains répondent à des logiques propres à ces États, et non à des manipulations orchestrées par Washington. En revanche, les pays latino-américains, quelle que soit leur idéologie, ont mené des politiques – extérieures comme intérieures, commerciales et diplomatiques – quant à elles de plus en plus contraintes par les États-Unis.

Les conjonctures politiques

Alors ? Politique, social, patronat, médias, éthique, États-Unis ont incontestablement leur part dans la mécanique qui a mis en marche les alternances constatées. Pourtant, aucun de ces facteurs ne peut être considéré comme la raison principale. Tout simplement parce que chacun d'entre eux a pu jouer ici ou là un rôle important. Mais pas un seul d'entre eux n'est présent dans l'ensemble des situations signalées. Il y a donc un chaînon manquant, qui seul

permettrait d'articuler l'ensemble. Ce chaînon, paraphrasant l'ex-président nord-américain Bill Clinton, « c'est l'économie ». En effet, la conjoncture économique a brutalement changé dans la région, affectant l'ensemble des pays. L'Argentine a connu une période faste avec des taux de croissance annuelle de 7 % à 8 % de 2004 à 2010. La croissance en 2015 a été négative. Même scénario au Brésil : la croissance qui était de 7,5 % en 2010 a également été négative en 2015. L'Équateur et le Venezuela ont traversé un moment tout aussi difficile. Les pays ayant préservé des taux de croissance positifs, comme le Chili, la Colombie et le Mexique, ont vu leur progression ralentir dans des proportions variables¹.

On peut à partir de ce constat collectif faire l'hypothèse que ce retournement de conjoncture a une part essentielle de responsabilité dans les alternances qu'ont connues beaucoup de pays latino-américains ces dernières années. Les politiques sociales ne pouvaient plus être financées par les pouvoirs publics avec la même aisance. Le chômage et le travail informel avaient retrouvé des niveaux élevés, du fait de la baisse de l'activité générale. Les alternances diverses et sans dénominateur commun idéologique trouvent là leur vraie explication. Le mal-vivre croissant des populations a alimenté un mécontentement électoral et social. Les responsables et partis en place ont été sanctionnés, quelle que soit leur identité idéologique : justicialisme en Argentine ; PLN au Costa Rica ; PAN au Mexique ; PSUV au Venezuela. Dans un petit nombre de cas, au Brésil, au Honduras, au Paraguay, les détenteurs du pouvoir économique ont instrumentalisé le décrochage populaire pour inventer de nouvelles formes d'accaparement politique et de réaction sociale, faisant l'économie d'un coup d'État classique et militarisé.

1. Voir « L'Amérique latine dans la tourmente », *Problèmes économiques*, n°3136, juin 2016.

La conjoncture des années 2000-2010 était fondée sur une forte demande de produits primaires – agricoles, énergétiques, miniers – exportés par les pays de la région. Elle a été exceptionnelle. Ce bonus a, dans l'écrasante majorité des cas, donné naissance à des économies rentières. La rente a été plus ou moins répartie socialement. Elle a écarté la nécessité de diversifier le revenu national et celle de réformer la fiscalité afin de doter les États des ressources permettant la pérennisation des programmes sociaux. Seul le Chili a pu amortir partiellement le choc du retournement de conjoncture grâce à la création d'un fonds « pour les générations futures ». L'ex-chef de l'État chilien, Ricardo Lagos, inventeur de ce fonds, en a justifié la raison de la façon suivante : « Nous étions un pays [...] dépendant de ses richesses naturelles¹. Nous allions bien quand les prix du marché mondial étaient élevés, et mal en situation inverse. Nous devons vaincre cette dépendance à l'égard du cuivre [...]. Nos budgets devaient être dans le long terme et non soumis aux variations annuelles d'une économie de rente². »

Le retournement des termes de l'échange a brutalement mis à nu les faiblesses du modèle suivi de façon universelle, quelle que soit la famille idéologique des dirigeants. Argentine, Colombie, Équateur, Mexique, Venezuela en ont à des degrés divers été affectés³. La plus ou moins grande dépendance à l'égard des exportations de produits primaires est allée de pair avec l'ampleur de la crise économique, à la suite de la baisse du prix de ces produits sur les marchés mondiaux. Parallèlement à cette dégradation de l'économie et à sa traduction électorale – la sanction des sortants –, on a noté la montée de mécontentements sociaux : au Chili à partir de l'année 2011, au

1. NB : le cuivre.

2. Ricardo Lagos, *Así lo vivimos*, Santiago de Chile, Taurus, 2012, p. 250 et suivantes.

3. Voir le dossier « L'Amérique latine dans la tourmente » de la revue *Problèmes économiques*, n° 3136, juin 2016.

Brésil en 2013, en Argentine en 2014, en Colombie et au Venezuela en 2014, et, en 2019, au Chili, en Colombie et en Équateur. Le diagnostic le plus approprié que l'on peut porter sur les alternances, selon l'économiste Mohamed A. El-Erian, est le suivant : « Plus qu'une attraction envers les politiques économiques proposées par la droite, [le constat] est celui de la manifestation d'un refus de la régression sociale et économique, conséquence du retournement de la conjoncture¹. »

On assiste, en parallèle, dans les milieux patronaux et conservateurs, à une réhabilitation des pensées politiques libérales privilégiant le moins d'État et la mondialisation, fondée sur l'échec d'expériences interventionnistes². Le jugement est excessif dans la mesure où des gouvernements libéraux ont été sanctionnés par les électeurs, tout autant que leurs homologues ayant privilégié le nationalisme latino-américaniste. Les leçons tirées de l'événement sont donc multiformes. Mais, paradoxalement, peu nombreuses sont celles qui s'efforcent, à droite comme à gauche, de répondre aux défis de long terme posés par une tourmente économique et sociale, aggravée brutalement, en 2020, par la crise sanitaire liée au Covid-19.

1. Mohamed A. El-Erian, « El ascenso de la derecha en América Latina », *Nueva Sociedad*, juin 2016. Diagnostic voisin dans Esteban de Gori, Ava Gomez, Barbara Ester, « Gobiernos progresistas en América Latina. Cambios y permanencias tras un período de estabilidad », dans Jose Angel Sotillo, Bruno Ayllon (coord.), *Las transformaciones de América Latina*, Madrid, Catarata, 2017.

2. « Da Esperança à Crise : A Esquerda Latino-Americana, Derrotas eleitorais, crises financeiras e corrupção comprometem governos », *O Globo*, 10 avril 2016.

LA GAUCHE LATINO-AMÉRICAINE EN PANNE STRATÉGIQUE ET IDÉOLOGIQUE ?

Un mécontentement conjoncturel force aujourd'hui comme hier au tournant du millénaire les rotations majoritaires. Les gouvernements sont contestés quelle que soit leur orientation partisane. Les dirigeants de gauche, « victimes » de l'alternance, étaient ces dernières années les responsables majoritairement en place, ils ont donc été les plus affectés.

Ils étaient porteurs de grandes espérances qui ont été déçues. En Argentine, au Brésil, au Chili, en Équateur, au Venezuela, ils ambitionnaient de répondre aux besoins sociaux de façon pérenne. Sous des appellations et des référents divers, plus ou moins révolutionnaires et diversement réformistes, tous, dans leurs discours et dans leurs programmes, affichaient la même ambition. Répondre à ce défi supposait, dans des sociétés profondément inégalitaires, d'inventer un carburant durable, un autre modèle économique assurant un revenu collectif stable, garant de ressources budgétaires régulières, permettant une redistribution sociale pérenne.

Ricardo Lagos, progressiste pragmatique, ancien président du Chili, a insisté dans l'un de ses derniers livres¹ sur cette dimension. « Tout pays moderne nécessite démocratie, croissance économique et progrès social. L'absence de l'un de ces éléments rend probable la perspective de l'échec². » Il convient, poursuit l'ancien président, de « trouver un chemin combinant croissance et redistribution sociale ».

Cette évaluation, insistant sur la nécessité de construire un chemin vers la croissance, a été relativisée, voire écartée, par les tenants

d'un volontarisme nationaliste et progressiste. Ils ont considéré que le pouvoir et son contrôle étaient les facteurs principaux, déterminant le futur des sociétés, bien plus que les fondamentaux des économies. Les réformistes et sociaux-démocrates, en respectant « le déterminisme économique », seraient, selon les théoriciens de cette famille national-progressiste, responsables des alternances vers la droite libérale. La recherche d'une vérité idéologique interpellant la propriété privée serait, toujours selon cette école de pensée, la réponse aux déficiences des économies, permettant de rester au gouvernement quand on ne détient pas le pouvoir économique¹. Cette primauté donnée au pouvoir – politique, économique – s'est, *in fine*, paradoxalement accommodée de la perpétuation conservatrice de modes de production centrés sur l'extractivisme et l'exportation de produits primaires. Certains des penseurs de cette école évoquent la question de la production et proposent d'actualiser, parallèlement ou en substitution au marché, des formes de production collective précapitalistes².

Tous, nationaux progressistes comme sociaux-démocrates, ont préféré, quel que soit leur boussole idéologique, gérer socialement la rente inattendue provoquée par la revalorisation du prix des matières agricoles, énergétiques et minérales exportées par l'Amérique latine. Ce choix, subi consciemment ou non, a permis de réduire la fracture sociale par des politiques audacieuses de répartition en direction des plus pauvres. Mais il présentait deux écueils sur lesquels sont venus se briser les uns et les autres, bolivariens comme sociaux-démocrates. Les prix de ces denrées primaires ne sont pas immuables. Soumis aux aléas de la demande, ils peuvent s'infléchir et ainsi réduire, voire totalement effacer, les marges de manœuvre ayant permis de financer les

1. Nils Castro, « De pensamiento es la guerra », *Politica internacional*, juin 2016.

2. Voir Jean-Louis Laville et José Luis Corragio (dir.), *Les Gauches du XXI^e siècle. Un dialogue Nord-Sud*, Lormont, Le bord de l'eau, 2016.

politiques sociales. Le choix de la primarisation des économies a fermé l'option d'une diversification qui aurait été bien utile pour prendre le relais des exportations traditionnelles en chute libre. Le constat que l'on peut et doit faire est celui d'un retournement brutal de la conjoncture liée aux énergies et aux matières premières à partir de 2012. Ce retournement a plongé les pays et les dirigeants latino-américains dans des situations économiques, sociales et enfin politiques et électorales sans issue, porteuses d'alternance.

Le brésilien Valter Pomar, ex-responsable international du Parti des travailleurs brésiliens, a proposé l'une des synthèses les plus originales, articulant l'esprit de ces deux courants de pensée pour contre-carrer l'offensive libérale. En effet, dans un article de son blog, il a signalé que seul un État fort est en mesure de préserver les conquêtes sociales. Mais il a assorti cette ambition volontariste d'une conditionnalité renvoyant à un préalable économique. Muscler les compétences étatiques vise à donner aux acteurs économiques nationaux les armes leur permettant d'affronter le marché dans des conditions équitables. Dans cette perspective, les réformes structurelles ont pour objectif de diversifier le secteur productif, de le mettre en capacité de créer de la valeur ajoutée et de mettre en place un secteur bancaire public donnant des moyens d'intervention autonomes aux autorités élues¹.

Pepe Mujica, ex-guérillero du mouvement Tupamaro, ancien président uruguayen, souvent consulté de droite à gauche en raison de son expérience politique et de son humanisme démocratique et social, a évalué de la façon suivante le basculement à droite de l'Amérique latine :

« L'Amérique latine est aujourd'hui démocratique. C'est un acquis qu'il a été difficile de reconquérir. Il doit être préservé. La démocratie suppose

1. Valter Pomar, *Roteiro para análisis de conjuntura*, 14 octobre 2015.

l'acceptation de l'alternance. Le perdant doit non pas contester le vainqueur, mais réfléchir aux raisons de sa défaite. Hier, les formations de gauche l'emportaient en raison de l'échec des politiques néo-libérales et sociales. Aujourd'hui, la droite revient au pouvoir portée par la crise mondiale qui affecte nos pays. Elle revient avec le même bagage néo-libéral qui va la conduire aux mêmes impasses. La gauche dans trois ans, dans quatre ans, va revenir au pouvoir, portée par les majorités électorales. À condition bien sûr qu'elle tire les leçons de ses défaites présentes pour préparer l'avenir¹. »

Mais tirer les leçons de ce qu'il faut bien appeler un échec quasiment collectif pour la gauche dans toutes ses variantes suppose d'accepter d'affronter un certain nombre d'éléments préalables. Celui tout d'abord de se mettre en capacité autocritique pour évaluer l'ensemble des politiques économiques pratiquées par les régimes dits bolivariens (Bolivie, Équateur, Venezuela), sociaux-démocrates et assimilables (Brésil, Chili, Uruguay) ou compagnons de route du nationalisme historique latino-américain (Argentine, Pérou).

La tentation constatée, générale, est celle de l'esquive et de la recherche de boucs émissaires, ils peuvent être étrangers ou idéologiquement voisins. La dénonciation d'un complot impérialiste a été privilégiée par les pays bolivariens comme facteur central de l'échec. Elle est parfois accompagnée de critiques à l'égard de gouvernements de gauche, considérés comme complices, comme en témoignent les querelles récurrentes entre le Venezuela bolivarien et le Chili de Michelle Bachelet. Les menaces nord-américaines accompagnées de sanctions sont bien réelles, mais elles ne tirent leur efficacité que des lacunes de politiques économiques des gouvernements concernés. À l'inverse, l'ingérence bolivarienne a été dénoncée comme un facteur important d'instabilité par les gouvernements et formations de droite,

1. Message enregistré envoyé aux participants de la deuxième rencontre internationale de la gauche démocratique, México-Guadalajara, 25-28 janvier 2015.

mais aussi, ce qui importe ici, par des formations membres de l'IS, au Chili par l'ex-président du Parti pour la démocratie, Ricardo Lagos, et au Pérou par l'Apra et l'ex-président Alan Garcia. Ces disputes ont, au fil des ans et des difficultés, mobilisé les gauches espagnoles, de Podemos au PSOE, et ont concerné le Venezuela bolivarien. Il n'est pas sûr que ces polémiques donnent à leurs initiateurs les instruments intellectuels leur permettant de poser un diagnostic pertinent sur la période passée et sur leurs impasses qui ne doivent rien à de supposés complots boliviariens.

Tirer les leçons de l'échec suppose aussi de s'interroger sur l'instrument partisan et sa relation dialectique entre une base socialement bien identifiée et les institutions de pouvoir. En effet, les victoires électorales ont dilué la relation parti-affiliés-électeurs. La confiscation du pouvoir a été générale, ce qui confirme les analyses du sociologue Robert Michels¹. Ces victoires ont été légitimées par les idéologies de circonstance : celles, pour la droite éclairée, des « philosophes rois », magiciens de technologies de la communication et du *storytelling*² ; celles, à gauche, des avant-gardes et/ou des populismes de gauche.

Les cadres des formations politiques de gauche ont été absorbés par l'appareil d'État, au Brésil, au Chili comme au Venezuela. Une crise de représentativité a été de fait ouverte, sans pour autant être reconnue et réparée. Les anciens cadres partisans, intégrés à la haute fonction publique ou devenus grands élus, ont adopté des conceptions politiques relevant de la société de marché. Ils ont privilégié la professionnalisation de la politique. Désormais décideurs, ils ont déplacé la centralité des débats. Les uns ont légitimé le sondage et les réseaux sociaux comme instruments de connaissance et

1. Robert Michels, *Les Partis politiques*, Paris, Flammarion, 1971.

2. Christian Salmon, *Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte, 2008.

de communication ; les autres des formes de cooptation qualifiées de démocratie participative. L'élection et ses campagnes, le contact régulier avec la population, forçant au dialogue direct, sont ainsi passés au second plan. Ce qui a généré des ruptures avec la base électorale et militante qui est descendue dans la rue en juin 2013 au Brésil, en 2014 au Chili et au Venezuela. « [La droite] a pu ainsi capturer [en juin 2013 au Brésil] un cri qui n'était pas le sien¹ », a écrit un intellectuel pétiste, Jean Tible. Cette remarque peut être étendue aux autres réalités nationales signalées. Cette « capture » a été approfondie avec la fabrication de convergences porteuses d'alliances mutuellement profitables entre droite et courants religieux pentecôtistes. Le Brésil constitue, de ce point de vue, un modèle de ce type de démarche². Le terrain abandonné dans les quartiers populaires par le PT et les autres formations progressistes a été peu à peu occupé par les propagandistes d'entreprises religieuses pentecôtistes, qui ont joué un rôle décisif pour apporter des votes populaires au candidat de la droite et de l'extrême droite, Jair Bolsonaro.

Enfin, en cette époque mondialisée, il reste à toutes les formations de gauche et de centre gauche le défi de repenser les scénarios et leurs acteurs, en usant d'instruments critiques clivants qui écartent les méthodes consensuelles privilégiées par les communicants de la société du spectacle politique. Mettre à nu les contradictions contemporaines, réhabiliter le conflit démocratique, pacifique donc, est la seule voie qui peut donner les moyens d'identifier les lieux de tensions et ainsi de définir les stratégies permettant les rééquilibres sociaux et politiques³. Ce qui passe par la nécessité

1. Jean Tible, entretien d'Aray Nabuce, Lilian Primi, Nina Fideles dans *Nuevos Mundos*, mai 2016.

2. Voir Andrea Dip, *Em nome de quem ? A bancada evangelica e seu projeto de poder*, Rio de Janeiro, Civilização brasileira, 2018.

3. Voir Miguel Benasayag et Angélique del Rey, *Éloge du conflit*, Paris, La Découverte, 2007.

de répondre à un certain nombre de questions relatives à la gestion des hommes et de leurs territoires. Où est le pouvoir aujourd'hui au Venezuela ? Où était-il au Brésil pendant les années Lula et Dilma ? Qui en est, en sont, le(s) détenteur(s) ? Qui organise la vie sociale et le monde du travail et de l'emploi ? Qui impose une hiérarchie entre les langues d'usage et de travail ? Qui sont les bénéficiaires et les perdants du système monde en Amérique latine ? La souveraineté populaire fait-elle encore sens ? Comment peut-elle faire valoir le point de vue des plus nombreux ?

L'examen des consultations organisées ces dernières années ne prétend pas figer définitivement les situations particulières des différents pays. Il se limite à faire une hypothèse, celle de construire une typologie à portée générale.

1/Premier constat, les élections n'ont pas eu d'effet politique durable. Il y a eu en 2018, 2019, 2020 et 2021 des alternances : soit vers une forme de progressisme en Argentine et au Mexique, soit vers la droite au Chili et en Uruguay, soit vers des candidatures indépendantes, au Costa Rica et au Salvador. Y a-t-il eu alternance en Équateur en 2021 ou une inflexion à droite portée par une autre personnalité ?

2/Les alternances respectueuses de l'ordre démocratique et électoral ont été les plus nombreuses – reflétant, dans une région durement et durablement déstabilisée par des dictatures militaires dans les années 1970-1990, la perpétuation d'un attachement aux vertus du compromis démocratique.

3/Les résultats reflètent le degré de satisfaction et de mécontentement des électeurs à l'égard de leurs dirigeants. Ils ont confirmé les sortants progressistes en 2014 au Salvador et en Uruguay. En 2015, ils ont sanctionné les progressistes et, en 2019, les libéraux en Argentine comme au Mexique. Les progressistes, en Uruguay, ont également

cédé la place aux libéraux en 2019. Le facteur social pour toutes ces consultations a primé sur toute autre considération.

4/Ces va-et-vient des urnes reflètent l'incapacité des gouvernants à répondre à une insatisfaction sociale diffuse et majoritaire, qu'ils soient de droite ou de gauche.

5/La perpétuation au pouvoir, l'alternance forcée par des pratiques inconstitutionnelles constatées au Brésil et au Venezuela ont fait école en 2019 au Nicaragua et en Bolivie. Il y a bien là un cas de figure, celui du « *golpe blando* » (le coup d'État sans recours à l'armée), qui mérite attention et doit conduire à réexaminer des précédents sous-estimés, au Honduras en 2009 et au Paraguay en 2012.

2019-2021, « QUE SE VAYAN TODOS » : LE REJET DES PARTIS POLITIQUES

À partir de 2019, on a vu émerger en Amérique latine une ceinture de feu inattendue, sociale et politique : en Équateur les 2-13 octobre 2019, au Chili à partir du 18 octobre, en Colombie le 21 novembre 2019 et en mai 2021, au Pérou en novembre 2020.

Tout aussi brutaux que les éruptions volcaniques, les tsunamis et autres tremblements de terre, communs en ces régions, les événements sociaux et politiques ayant affecté les pays cités n'avaient été annoncés par aucun institut de sondage. Cela explique sans doute l'éventail des commentaires que l'on a pu lire dans les médias écrits et audiovisuels, comme de la part des gouvernements contestés.

Au-delà de la violence des faits, génératrice de voyeurisme médiatique et de sensationnalisme, il reste une réflexion en chantier sur des événements qui interpellent le sens démocratique des acteurs institutionnels de ces pays – gouvernements comme partis politiques représentés au Parlement, de droite comme de gauche. Cette interpellation concerne aussi tous ceux qui – en Europe, en France – s'étaient, il n'y a pas si longtemps, mobilisés en faveur du retour des

libertés et de la justice sociale dans une Amérique latine victime de régimes dictatoriaux¹.

Ces mouvements sociaux interpellent la raison progressiste et démocratique. En effet, ceux qui manifestent revendiquent un vivre-ensemble plus égalitaire et, en même temps, une autre démocratie, n'instrumentalisant pas leur parole, au bénéfice d'une élite plus ou moins libérale.

LA RÈGLE ÉLECTORALE SCRUPULEUSEMENT RESPECTÉE

Aujourd'hui, on vote beaucoup, et souvent. Les Amériques latines ont été sevrées des rituels de la démocratie représentative pendant les années de la guerre froide. Toutes sortes de dictatures, de régimes forts, traditionnels et caudillistes, militarisés au nom de la sécurité nationale ou soumis à des régimes de parti unique, ont décliné avec créativité les manipulations du suffrage universel.

Ainsi, les partis et les consultations ont pu être interdits par les chefs et oligarques d'Amérique centrale et de la Caraïbe. Au point que le Cubain Fulgencio Batista, le Dominicain Rafael Leonidas Trujillo, le Nicaraguayen Anastasio Somoza, personnages hauts en couleur, ont cristallisé un genre romanesque². Partis et élections ont pu être sus-

1. Les conflits d'Amérique centrale ont été réglés par différents accords de paix au Nicaragua en 1987, au Salvador en 1992, au Guatemala en 1996. Les dictatures du cône sud ont pris fin en Argentine en 1983, au Brésil en 1985, en Uruguay en 1985, au Chili en 1989.

2. Le cycle romanesque des dictateurs et autocrates va en réalité bien au-delà et concerne toute l'Amérique latine. Quelques titres traduits en français : Miguel Angel Asturias, *Monsieur le Président* (Guatemala) ; Augusto Roa Bastos, *Moi le Suprême* (Paraguay) ; Tomas Eloy Martínez, *Le Roman de Perón* (Argentine) ; Gabriel Garcia Marquez, *L'Automne du Patriarce* (Colombie) ; Mario Vargas Llosa, *La Fête du Bouc* (République dominicaine).

pendus, en attente de disparition du « péril rouge », extérieur – l'Union soviétique – ou intérieur – les partis communistes ou assimilés. Cette situation a été celle des pays du cône sud (Argentine, Brésil, Chili, Uruguay). La démocratie a pu aussi être aménagée de telle sorte que « les mêmes » soient assurés de gagner. Le Brésil des militaires avait autorisé deux formations politiques (ARENA et PMDB), étroitement surveillées, à participer seules au jeu électoral. Le Mexique a également illustré ce mode de gouvernement décrit par Mario Vargas Llosa comme une dictature parfaite. Au Mexique, a écrit l'essayiste argentin Carlos Casas, « le sens des mots a peu de choses à voir avec celui qu'on lui donne sous d'autres cieux¹ », c'est-à-dire préservant les apparences, en tenant des consultations régulières toutes gagnées de 1929 à 1994 par le Parti de la Révolution institutionnelle (le PRI). Cette situation était également celle du parti Colorado paraguayen au pouvoir de 1954 à 1989 sous la tutelle du général Stroessner. « Le parti Colorado vivait en symbiose avec l'État² », a commenté le ministre paraguayen Euclides Acevedo.

La page de la guerre froide tournée, les Amériques latines ont rattrapé le temps perdu. Depuis la fin du siècle dernier, quasiment tous, de l'Argentine au Venezuela, ont désigné leurs responsables gouvernementaux, leurs législateurs et leurs élus locaux au suffrage universel au cours de périodes dites de transition abondamment étudiées, périodes qui ont pu être plus ou moins étalées dans le temps selon les pays³. En Amérique centrale, outre les dictatures, il fallait en effet mettre un terme pacifique à des guerres civiles. Ailleurs,

1. Dans Carlos Casas, *Nuevas políticas y Nuevos Políticos en América Latina*, Buenos Aires, Atlantida, 1991, p. 395.

2. Euclides Acevedo, « Paraguay, el inicio de una democracia », dans *Transición Política y Consolidación democrática en el cono sur*, Madrid, Fundación Ebert, 1991.

3. À titre d'illustration, parmi beaucoup d'autres ouvrages, Sergio Bitar et Abraham F. Lowenthal (dir.), *Transitions démocratiques. Conversations avec des chefs d'État*, Paris, Les petits matins, 2015.

dans le cône sud, le départ des militaires a fait l'objet de négociations ardues, les « sortis », les forces armées entendant échanger leur départ contre la perpétuation d'avantages financiers et la garantie de ne pas être poursuivis devant les tribunaux. En 2022, le Chili va se doter d'une Constitution nouvelle, valorisant les valeurs de démocratie sociale, à l'issue d'un processus électoral et institutionnel engagé en octobre 2020. Cette charte doit se substituer à la loi fondamentale héritée du général Pinochet¹.

2021 est à cet égard une cuvée électorale exemplaire, sans être exceptionnelle. La pandémie de Covid-19 a pu conduire, comme au Chili, à déplacer la date des votations, mais elles ont été partout maintenues. Au calendrier électoral 2021, les consultations suivantes ont été organisées (calendrier ne prenant pas en compte les primaires nationales et obligatoires du Chili et du Honduras) :

- 7 février 2021 : Équateur (présidentielle et législatives) (1^{er} tour)
- 28 février 2021 : Salvador (législatives et municipales)
- 7 mars 2021 : Bolivie (régionales et municipales)
- 11 avril 2021 : Pérou (présidentielle et législatives) (1^{er} tour)
- 11 avril 2021 : Équateur (2^e tour de la présidentielle)
- 15 mai 2021 : Chili (constituante, législatives et locales)
- 6 juin 2021 : Mexique (législatives)
- 6 juin 2021 : Pérou (2^e tour de la présidentielle)
- 27 juin 2021 : Haïti (référendum constitutionnel) (reporté)

1. Étapes du calendrier constitutionnel : 25 octobre 2020, consultation référendaire destinée à valider ou infirmer la création d'une convention constituante ; 15-16 mai 2021, élection des membres de la Convention constituante ; premier semestre 2022, référendum constitutionnel.

- 19 septembre 2021 : Haïti (présidentielle et législatives) (reportées)
- 10 octobre 2021 : Paraguay (municipales)
- 24 octobre 2021 : Argentine (législatives)
- 7 novembre 2021 : Nicaragua (présidentielle)
- 21 novembre 2021 : Chili (présidentielle et législatives)
- 28 novembre 2021 : Honduras (présidentielle et législatives)
- 19 décembre 2021 : Chili (deuxième tour de la présidentielle)

UN RITUEL DÉCONNECTÉ DES PRÉOCCUPATIONS DES ÉLECTEURS

Le constat que l'on peut faire en rembobinant le film des trente dernières années est celui d'une perplexité générale des électors qui les a conduits à recourir, de façon de plus en plus accélérée, à d'hypothétiques alternances salvatrices.

Pour la commodité de l'examen, on a réduit les antagonismes à deux camps qui s'opposent, la droite et la gauche. Ce décor posé, et imposé dans la perspective définie, permet de mettre en évidence des mouvements électoraux. On note des glissements initialement lents de droite à gauche, puis de gauche à droite, avec des îlots alternant à rebours. Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Costa Rica, Équateur, Panama, Paraguay, Salvador, Uruguay ont autour des années 2000 connu ce type d'alternance, avant d'engager un mouvement en sens contraire, de gauche à droite, autour des années 2010-2020, en Argentine, au Brésil, au Chili, au Paraguay, au Pérou, au Salvador, en Uruguay. Cela s'est suivi, pour certains, d'un retour de balancier, à gauche en Argentine,

Bolivie, au Mexique. La Colombie, durant toute la période, est restée à droite, Cuba à gauche et Haïti dans la confusion.

Ces alternances, de plus en plus croisées, ont aussi été de moins en moins cohérentes. Comment qualifier sur une échelle partisane classique les présidents péruviens qui se sont succédé au pouvoir depuis la chute de l'autoritaire Alberto Fujimori ? Ces alternances ont parfois pris un caractère systématique, comme en Argentine et surtout au Chili : en Argentine, les va-et-vient ont vu se succéder péronisme (à gauche en simplifiant le raisonnement pour le rendre lisible) et macrisme (à droite) ; au Chili, la gauche identifiée à Michelle Bachelet et la droite avec Sebastián Piñera.

Une lecture rapide de ces événements électoraux a validé, comme signalé *supra*, la thèse d'une histoire cyclique par la presse, mais aussi par des universitaires en empathie partisane. Le cycle aurait en lui-même valeur explicative. Un cycle de gauche aurait ainsi pris la suite d'un cycle de droite, lui-même suivi d'un cycle de gauche. Ce schéma est validé alternativement par les partisans de l'un ou l'autre des deux camps. Leurs croisements fréquents d'un pays à l'autre en rendent la nécessité scientifique de plus en plus discutable, poussent à approfondir la réflexion et à proposer une autre hypothèse : celle du vote sanction exprimé par des électeurs insatisfaits de leurs dirigeants et qui donc se livrent à une sorte de consumérisme politique, dans l'espérance d'un changement matériellement perceptible dans leur quotidien. « Le néo-conservatisme a réussi à optimiser les problèmes que la globalisation a insérés dans les économies des gouvernements progressistes. Ce qui ne veut pas dire que la globalisation ne leur a pas posé également des problèmes¹ ».

1. José Angel Sotillo et Bruno Ayllón (coord.), *Las Transformaciones de América Latina*, Madrid, La Catarata, 2017, p. 31.

Il convient ici de rappeler que l'Amérique latine est la région du monde où les inégalités sont les plus prononcées. Sans vouloir établir un lien direct entre vote et inégalités, on ne peut que constater, lorsque le suffrage est libre et universel, l'existence d'une forte demande sociale en traduction électorale, indépendante de la couleur politique du gouvernement en place¹. Ce phénomène est potentiellement porteur d'un risque démocratique, bien identifié par le PNUD qui a publié un rapport sur la question en 2004. C'est un rapport, est-il expliqué, « qui valorise les principaux progrès de la démocratie, en tant que régime politique, et identifie les inégalités et la pauvreté comme ses déficiences principales² ».

La multiplication récente d'actes massifs de protestation renforce la validité de l'hypothèse. Faute de changement par la voie du bulletin de vote, ici au Brésil et au Chili, là en Colombie, en Équateur ou en Haïti, diverses catégories d'électeurs prennent la rue : classes moyennes au Brésil en 2013, étudiants au Chili et en Colombie en 2019, petits agriculteurs et autochtones en Équateur en 2019, étudiants péruviens en 2020, classes sociales défavorisées et mécontentes en Haïti en 2021.

D'autres attitudes au contenu politique fort, à défaut d'être pensées comme telles, accentuent cette tendance au repli et au retrait. Un nombre important d'électeurs s'abstient quand le vote n'est pas obligatoire. Le 25 octobre 2020, au Chili, 60 % des électeurs n'ont pas participé au référendum destiné à valider la mise en œuvre d'une éventuelle procédure visant à changer de Constitution. D'autres quittent

1. Voir à ce sujet Tullo Vigevani et Marcelo Fernandes de Oliveira, « América latina ; vulnerabilidad social e inestabilidad democrática », dans Gilberto Dupas (org.), *América latina a comienzos del siglo XXI. Perspectivas económicas, sociales y políticas*, Rosario, Homo Sapiens, 2005, pp. 203-266.

2. Dante Caputo, directeur du projet, « La democracia en América Latina, Hacia una democracia de ciudadanas y ciudadanos », New York/Buenos Aires, Aguilar-Alloa-Taurus-Alfagara, 2004.

leurs pays, parfois massivement, pour tenter à l'étranger de trouver ce qu'ils ont perdu : l'espoir d'obtenir chez eux, en Amérique centrale, en Haïti, au Pérou ou au Venezuela, un mieux-vivre.

DÉTOURNEMENT DU JEU DÉMOCRATIQUE

Le constat de la déconnexion de la représentation issue du suffrage universel avec les électeurs renvoie aux fondamentaux de la démocratie. Si l'on se place du point de vue des électeurs, ces fondamentaux n'ont pas tenu leurs engagements implicites dans deux domaines.

La première insuffisance est celle de la mauvaise prise en compte, ou de la non-prise en considération, des attentes des électeurs par les représentants issus de consultations démocratiques. Ceci revient à rappeler le sens du périmètre existentiel de la démocratie et de l'élection : le choix d'arbitrer pacifiquement les contradictions entre groupes sociaux par la voie du dialogue aboutissant à des compromis.

Des élections légitimées par le seul fait de leur existence et de leur organisation dans des conditions démocratiques optimales ne sauraient répondre à cette exigence. Elles peuvent favoriser l'émergence d'un divorce, entre élus et électeurs : entre des élus centrés sur une dispute des places et des avantages matériels qui leur sont attachés et des électeurs considérant que leurs représentants les oublient au profit de bénéficiaires particuliers.

De fait, les campagnes électorales sont de moins en moins programmatiques. Elles prétendent de moins en moins arbitrer des conflits de société, ne proposent plus d'alternatives fondées sur la nécessité de compromis clairement affichés, elles sont de plus en plus

individualisées et sont accompagnées de stratégies valorisant la communication et les attaques personnelles.

Les présidentielles ont perdu en contenu ce qu'elles gagnaient en politique-spectacle, et de plus en plus souvent en campagne d'ordre moral. Il y avait eu des précurseurs dès les années 1990, l'Argentin Carlos Saúl Menem s'est produit en joueur de basket-ball au Luna Park de Buenos Aires ; l'Équatorien Abdalá Bucaram en chanteur de rock and roll. Mais l'explosion des réseaux sociaux a infléchi brutalement le contenu des campagnes électorales. Le recours aux débats contradictoires a été déplacé par la mise en scène personnelle des candidats. Jair Bolsonaro, vainqueur de la présidentielle de 2018 au Brésil, l'a emporté sans débattre et en privilégiant un mode de campagne commerciale agressive, la publicité mensongère, massivement diffusée par WhatsApp.

La campagne de 2002 en Bolivie a quelque part donné le *la* d'une nouvelle ère, organisée par des spécialistes en politique marché, fondée sur la « vertu » et les techniques de communication/manipulation. Le candidat vainqueur de la présidentielle bolivienne de 2002, Gonzalo Sanchez Losada, l'avait emporté, sans programme, en dénigrant systématiquement et méthodiquement ses adversaires. Cette victoire a été obtenue grâce aux conseils d'un consultant nord-américain, James Carville, qui avait démontré aux États-Unis l'efficacité de campagnes désidéologisées et moralisées¹. On a pu mesurer ces dernières années « l'efficacité d'un fort investissement étranger dans les centres d'études et de réflexion afin de construire un nouveau discours basé sur le modèle américain² » (c'est-à-dire ici étatsunien), constatent Yves Dezalay et Bryant G. Garth.

1. Cette campagne est parfaitement décrite dans le documentaire de Rachel Boynton, *Our brand is crisis*, 2007.

2. Yves Dezalay et Bryant G. Garth, *La Mondialisation des guerres de palais*, Paris, Seuil, 2002, p. 277.

La corruption des adversaires sur le plan financier et sexuel comme dans l'entourage familial est devenue le substitut des programmes électoraux d'antan. Elle témoigne, explique le sociologue brésilien Jessé Souza, « d'une colonisation des esprits¹ » : « La construction de la corruption devient le justificatif du combat contre l'ennemi de classe². » Cette option a bénéficié du concours de nouvelles confessions protestantes, néo-pentecôtistes, qui se sont mobilisées aux côtés des défenseurs de l'ordre social comme moral, au Brésil, en Colombie, mais aussi au Nicaragua. Ce recours additionnel à ce qui a pu être qualifié par l'anthropologue Marion Aubrée d'irruption du « surnaturel dans le champ politique³ » et par le sociologue des religions Jean-Pierre Bastian de « confessionnalisation de la vie politique⁴ » a permis, au Brésil, la mise à l'écart des adversaires « pétistes » du candidat d'extrême droite brésilien, Jair Bolsonaro. La présidente Dilma Rousseff a été destituée. L'ex-président Lula a été incarcéré le temps de la campagne présidentielle. Au Mexique, Andrés Manuel Lopez Obrador a fait une campagne articulant le social sur la moralité. Vainqueur, il a réduit ses indemnités de 66 % et fait adopter une loi permettant un audit de la gestion de ses prédécesseurs. Ce nouvel ordre moral active un jeu de massacre, déconsidérant, au-delà des personnes, les institutions démocratiques. Le Pérou offre le cas d'école paroxystique de ce type de campagnes et de gestion politiques. Tous ces chefs d'État élus depuis le rétablissement de la démocratie en 2000 ont été mis en examen.

1. Voir Jessé Souza, *A radiografia do golpe*, op. cit., pp. 19-39.

2. *Ibid.*

3. Marion Aubrée, « Pentecôtisme brésilien : les transformations du rapport au politique. Dynamique de la relation au politique », dans Natacha Borgeaud-Garcianda, Bruno Lautier, Ricardo Peñafiel et Ania Tizziani (dir.), *Penser le politique en Amérique latine, la récréation des espaces et des formes du politique*, Paris, Karthala, 2009, pp. 337-347.

4. Jean-Pierre Bastian, « Minorités religieuses et confessionnalisation de la vie politique », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 97, 1997, pp. 97-114.

LES DÉS PIPÉS D'UNE DÉMOCRATIE DE CALENDRIER

Les équilibres de pouvoir sont nécessaires au bon fonctionnement des démocraties. Ils sont pourtant en Amérique latine de plus en plus remis en question. On assiste à l'émergence d'une démocratie, en dehors des tables de la Loi, canons démocratiques désarmés.

Au nom d'une interprétation des règles constitutionnelles telles que les entendent les présidents en exercice et les majorités parlementaires du moment, des opposants sont écartés et parfois jetés en prison.

Les exécutifs bousculent les règles du jeu démocratique et électoral afin de se maintenir au sommet de l'État. Cuba organise des consultations avec régularité, mais aucun parti d'opposition n'est autorisé à participer. Seuls peuvent faire acte de candidature le Parti communiste cubain et des indépendants. La Constitution, adoptée le 24 février 2019 par référendum, sanctionne un oxymore démocratique. Son chapitre II reconnaît les droits démocratiques fondamentaux, en particulier dans son article 80, celui « de voter et d'être élu » en participant « aux élections, plébiscites, référendums, consultations populaires et toute forme de participation démocratique ». « L'Assemblée nationale du pouvoir populaire », précise l'article 104, « est composée de députés élus par un vote libre, égal, direct et secret ». Mais, est-il écrit dans l'article 5, « le Parti communiste de Cuba, unique, marxiste¹, fidéliste, marxiste et léniniste, est l'avant-garde organisée de la nation cubaine [...] force politique dirigeante supérieure de la société et de l'État ». En Haïti, le président sortant, Jovenel Moïse, s'est maintenu au pouvoir le 7 février 2021 au terme discuté de son mandat. Il a destitué trois juges membres du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire,

1. De José Martí, poète, père et martyr de l'indépendance cubaine.

pourtant inamovibles, contestant sa permanence. Il a décidé de normaliser *a posteriori* cet état de fait en organisant, après avoir repoussé la date de la présidentielle et des législatives, un référendum constitutionnel modifiant les règles du jeu. Au Nicaragua, Daniel Ortega et Rosario Murillo, son épouse, respectivement président et vice-présidente, ont fait adopter une loi réduisant le champ des candidatures qui peuvent être présentées pour participer aux élections présidentielles. Ils ont ensuite fait incarcérer comme agents de l'étranger les candidats potentiels d'opposition à cette consultation. Quant aux élections présidentielles au Venezuela, l'exécutif a multiplié les obstacles entravant les marges d'action de l'opposition. La loi est utilisée pour emprisonner ou priver de leurs droits civiques les opposants les plus connus. Les recours devant le tribunal suprême sont aléatoires, les juges ayant été nommés par l'exécutif. Les moyens de l'État, médiatiques, humanitaires, sont mis au service des candidats officiels pendant les campagnes électorales.

Les parlements ont, de leur côté, destitué et mis en examen des chefs d'État, au nom du droit et de la justice. Mais aussi, et peut-être surtout, pour écarter des prises de décisions politiques ne convenant pas aux élus, députés et/ou sénateurs. Au Brésil, en 2016, la présidente élue en 2014, Dilma Rousseff, a été démise de ses fonctions, par les congressistes et les sénateurs, au nom d'une interprétation contestable de la loi fondamentale. Le bien-fondé de l'argumentation ayant validé ce vote reposait sur une lecture partisane de l'article 85, établissant la destitution pour « crime contre la Constitution ». La présidente avait engagé une procédure anti-corruption qui aurait pu mettre en difficulté une bonne moitié des élus¹. Le Parlement paraguayen a en vingt-quatre heures écarté du pouvoir le président

Lugo. Le Congrès péruvien a de la même manière écarté les chefs d'État ayant manifesté quelques intentions jugées excessivement réformatrices ou susceptibles de mettre en difficulté nombre de ses membres. Les chefs d'État issus de ce vivier ne sont pas vierges de tout soupçon. Toute velléité de changement les expose à une expulsion pour corruption. Au Venezuela, l'opposition ayant gagné les élections législatives du 6 décembre 2015, le gouvernement a « débranché » le Parlement. Le courant a été rétabli avec une assemblée nouvelle élue le 30 juillet 2017 selon des modalités assurant une majorité au président Maduro et qui, bien que constitutionnelle, a été dotée de pouvoirs législatifs. Le Parlement destitué, refusant ce contournement des lois, a délégitimé le président élu. Il a paradoxalement à son tour, en sanctionnant l'autoproclamation exécutive de son président, violé les règles constitutionnelles.

La justice sortant de son rôle d'arbitrage institutionnel est entrée de plus en plus souvent en politique. Elle l'a fait dans plusieurs pays où elle s'est mise au service du plus fort politiquement. En Bolivie, le Tribunal suprême a ainsi, sans que ses membres aient été changés, validé alternativement les décisions arbitraires des présidents en place. Le Tribunal suprême a validé la candidature présidentielle d'Evo Morales, en dépit des résultats du vote émis par les électeurs consultés par référendum en défaveur d'une réélection du chef de l'État sortant. Le Tribunal suprême a ensuite validé les décisions arbitraires prises par la présidente intérimaire Jeanine Añez.

Au Brésil, un tribunal local, au nom du combat contre la corruption, a malmené les règles de procédure afin d'accélérer la mise en examen et la suspension des droits civiques de l'ex-président Lula¹, candidat aux présidentielles de 2018. Condamné le 12 juillet 2017 à

1. Présidente depuis le 1^{er} janvier 2010, Dilma Rousseff a fait adopter plusieurs lois moralisant la vie publique ; la loi de combat contre les organisations criminelles (12850/2013) ; la loi sur les conflits d'intérêts (12813/2013) ; la loi de lutte contre le blanchiment (12693/2012) ; la loi anticorruption (12846/2013).

1. Voir Jean Jacques Kourliandsky, *Brésil, corruption et politique*, Fondation Jean-Jaurès, 25 octobre 2017.

neuf ans et demi de prison, il a été incarcéré le 7 avril 2018, à quelques semaines de la consultation. Le juge chargé du dossier, Sergio Moro, a été nommé ministre de la Justice par le candidat vainqueur. Lula a été libéré le 8 novembre 2019, ses droits civiques lui ont été restitués en mars 2021 par un tribunal supérieur au vu d'une procédure contestable qu'il avait refusé de prendre en considération en 2018. On notera qu'en 2021, l'élu de 2018, Jair Bolsonaro, est rejeté, jugé incompetent, par « l'établissement » brésilien, qui l'avait porté au pouvoir pour empêcher une victoire de Lula.

Les forces armées exercent à l'occasion un pouvoir, de fait, politique. Au Brésil, le général en chef des forces armées a publiquement appelé en 2018 le Tribunal suprême, qui allait examiner la situation de l'ex-président Lula, « à faire son devoir ». Au Honduras, l'armée, en 2009, a sorti le président Zelaya de son lit pour le mettre dans un avion en partance pour le Costa Rica. Au Salvador, le président Nayib Bukele a fait irruption le 10 février 2020 dans l'enceinte parlementaire au son d'une marche martiale et accompagné de policiers et soldats armés. Cette initiative insolite lui a permis de faire voter une loi que les parlementaires lui refusaient.

Les partis politiques, au contraire, acteurs dynamisant la vie et les institutions démocratiques, ont manqué le rendez-vous des transitions. À de rares exceptions, le plus souvent dévitalisées par le contexte, ils ont « désarmé », selon l'expression employée par Jean-Pierre Bastian¹, leurs références idéologiques et n'ont pas su organiser les contradictions sociales en fabriquant les instruments programmatiques de nature à alimenter un débat fondé sur le dialogue raisonné et l'échange contradictoire. Héritiers d'une histoire politique centrée sur les personnalités charismatiques, ils ont, d'un pays à l'autre,

1. Jean-Pierre Bastian, « Les idéologies désarmées », dans Georges Couffignal (dir.), *Amérique latine, au tournant du siècle*, Paris, La Découverte, 1997, pp. 20-21.

rassemblé de façon éphémère des écuries donnant une nouvelle jeunesse au « gamonalisme » ou au coronalisme – c'est-à-dire aux notables. De la Colombie au Pérou, les structures partisans historiquement opportunistes se redéfinissent sans prendre racine, d'une présidentielle à l'autre.

De l'Argentine au Venezuela, le vieux caudillisme a été réhabilité sous des habits de circonstance, de droite comme de gauche. L'habillement, à droite comme à gauche, a été assuré par la modernité de la communication, parfois emprunté à la propagande « à l'ancienne ». Il a pu aussi prendre une coloration idéologique primaire : anticommuniste à droite, populiste assumée à gauche. « Les partis politiques disparaissent¹ », commentent deux sociologues qui ont étudié le cas du Pérou, « les politiques ont trouvé le moyen de gagner les élections sans en avoir besoin² ».

Alors peut-on parler de démocraties hégémoniques ? Démocraties Potemkine sans alternance ni État de droit et qui font « bon marché de la séparation des pouvoirs³ » ? Ou post-démocraties, « simple[s] instrument[s] de maintien de l'ordre, pour contrôler les populations indésirables⁴ » ?

1. Steven Levitsky et Mauricio Zavaleta, *¿Por qué no hay partidos políticos en el Perú ?*, Lima, Planeta, 2019, p. 73.

2. *Ibid.*

3. Alain Rouquié, *Le Siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*, Paris, Seuil, 2019.

4. Rubens R. R. Casara, *Estado Pós-Democrático*, Rio de Janeiro, Civilização brasileira, 2017, p. 217.

SEPT GRANDS AXES
PARTAGÉS PAR TOUS LES PAYS
D'AMÉRIQUE LATINE

Nous pouvons avancer sept constats permettant d'orienter la réflexion. Ils sont présentés de façon non hiérarchisée. Le premier tente de comprendre l'effet de surprise provoqué par des mouvements populaires imprévus et le deuxième la frustration générée par le traitement superficiel et spectaculaire donné par les médias. Les suivants affrontent la complexité du réel, et suggèrent sept facteurs permettant d'identifier les contours de ces événements. Chacun aurait nécessité de plus amples développements, l'auteur en est conscient, mais ils permettent, tels qu'ils sont, d'ouvrir un débat.

Mouvements sociaux inattendus

Le premier constat renvoie au point de départ : les mouvements sociaux d'octobre-novembre 2019 au Chili, en Colombie et en Équateur, et qui se sont prolongés en 2020-2021 au Chili, en Colombie et au Pérou. Ces événements imprévus, qui ont suscité la surprise, reflètent l'ouverture inattendue et brutale d'une faille sociale dans les pays cités. L'étincelle a été plus ou moins la même : l'annonce d'une augmentation des tarifs d'un produit de consommation courante, comme le prix du billet de métro dans la capitale chilienne, celle de la suspension des subventions sur les carburants en Équateur, et un ras-le-bol social plus général en Colombie. Ces décisions avaient été précédées par bien d'autres qui jusque-là n'avaient pas déclenché un rejet aussi massif et explosif.

En effet, ces pays semblaient bénéficier d'une stabilité enviable en Amérique latine et même d'une image internationale positive. Le Chili

restait marqué dans les mémoires collectives par le souvenir tragique de la dictature militaire du général Augusto Pinochet (1973-1989). Défenseurs des droits de l'homme, démocrates, représentants de partis de gauche et syndicalistes du monde entier avaient intégré le souvenir de ce drame dans leurs rituels solidaires. Les responsables politiques de centre gauche, ayant dirigé le Chili pendant une longue période¹, comme aujourd'hui le chef de l'État en exercice, Sebastián Piñera, un homme de droite, ont été marqués par cette expérience. Elle leur donnait hors de leur pays une aura particulière et inspirait le respect. Ce respect n'était pas uniquement moral et lié à un élan de solidarité, il concernait pour les milieux financiers internationaux le mode de gestion du Chili, libéral à l'extrême, considéré comme exemplaire. La privatisation des services publics, l'invention des fonds de pension avaient été « vendus » comme le chemin d'une reconversion gagnante aux pays de l'ancien bloc de l'Est après la désagrégation de l'Union soviétique.

Pour d'autres raisons, la Colombie bénéficiait elle aussi d'un *a priori* international positif : celui d'un pays modèle sur un autre terrain, celui de la paix. En 2016, ce pays meurtri par quarante années de conflit interne, par le déplacement de centaines de milliers de paysans vers les périphéries urbaines, par des massacres de toute sorte, avait convié le monde à la signature d'un accord de paix entre belligérants. Certes, tous les acteurs de ces guerres n'étaient pas concernés, mais, en présence du secrétaire général de l'ONU, de ceux de la BID (Banque interaméricaine de développement) et de l'OEA (Organisation des États américains), de la plupart des chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine, de ministres européens

1. Les présidents de la coalition, dite « Concertation » (DC, PPD, Parti socialiste, Radicaux), ont dirigé le pays de 1990 à 2010 et dans un format (Nueva Mayoría) intégrant le Parti communiste de 2014 à 2018.

et des États-Unis, le président colombien et le secrétaire général des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) avaient signé un accord de paix mettant un terme à des affrontements engagés officiellement depuis 1964¹.

L'Équateur, après un tournant de millénaire convulsif, avait trouvé un équilibre institutionnel, politique, économique et social durable après l'élection de l'économiste Rafael Vicente Correa Delgado en 2006. Ne se représentant pas en 2017, conformément à la Constitution qu'il avait fait modifier, il a soutenu la candidature de son vice-président Lenín Boltaire Moreno, qui a été élu. La continuité partisane ainsi confirmée, le pays devait selon toute vraisemblance poursuivre sur les rails mis en place : perpétuation de la stabilité institutionnelle, poursuite d'investissements infrastructurels, de la croissance économique sans inflation, le tout mâtiné d'initiatives environnementales ayant placé le pays en première ligne avant la COP21.

Comment, dans un tel contexte, comprendre alors le ras-le-bol exprimé massivement dans la rue ?

Un spectacle médiatique superficiel

Le deuxième constat est celui d'une présentation médiatique des mouvements sociaux ayant affecté ces pays répondant aux critères de la société du spectacle. Les informations données sur les explosions sociales qu'ont connues ces pays à la fin 2019 ont érodé et même brutalement effacé l'image véhiculée jusque-là de pays modèles.

Une explosion est en elle-même porteuse d'images fortes, celles que privilégient les grands médias. Elles permettent par leur caractère

1. Accords signés à Carthagène le 27 septembre 2016, par Juan Manuel Santos, président de la République, et Rodrigo Londoño, alias Timochenko, secrétaire général des FARC.

spectaculaire de capter une audience maximale, à la télévision comme sur les réseaux sociaux. Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, les destructions diverses accompagnant leur choc, le fait que ces événements se déroulent en extérieur, dans la rue, les places, a permis la retransmission en direct, « pour de vrai », d'émotions physiques qui font le succès des produits de série B diffusés massivement par les chaînes dites populaires.

Rien d'étonnant si les premiers commentaires se sont calés sur cette approche voyeuriste des événements. Les quotidiens, les hebdomadaires, ont illustré leurs articles de photos de barricades en feu. Exemple parmi d'autres de cette littérature sensationnaliste, *El País*, quotidien espagnol, le 11 octobre 2019, titrait, à propos de l'Équateur, « Indigènes sur les barricades » et *Le Monde* le même jour « L'Équateur paralysé ». Le 3 novembre, dans *El País*, on peut lire : « Le Chili brûle et personne ne sait comment éteindre le feu ». Parce que « 2019 » est l'« année de la colère », résume le quotidien espagnol le 29 décembre 2019. Le même journal, le 4 janvier 2020, faisait le commentaire suivant : « Amérique latine, [...] une année de tremblements de terre. » Le Council on Hemispheric Affairs, laboratoire d'idées nord-américain, le 10 janvier 2020, a défini 2019 comme « l'année de la révolte des exclus ».

Dans un deuxième temps, chacun a associé la rue à ses options idéologiques. L'événement a été instrumentalisé, à chaud, de façon élémentaire. Pour *Le Monde diplomatique* de janvier 2020, à gauche, « les peuples » sont « dans la rue », contre « l'ordre néolibéral ». En revanche, les milieux d'affaires se sont inquiétés « du cercle vicieux du Chili et de l'Équateur », de « ces contestations qui rendent difficiles » les réformes « nécessaires à la croissance »¹. La main de l'étranger

1. Anna Szymanski, « El círculo vicioso de Chile y Ecuador », *El País*, 29 novembre 2019.

a été également un argument proposé par les uns et les autres. Les gouvernements en difficulté au Chili, en Colombie, en Équateur, encouragés par les États-Unis, ont tenté de vendre la théorie d'événements provoqués par des agents infiltrés cubains et/ou vénézuéliens. Tandis qu'au Venezuela, les autorités, sous pression, dénonçaient le rôle joué par l'impérialisme nord-américain.

Crise économique

Troisième constat, l'absence de croissance, voire la récession en Argentine, en Équateur et au Venezuela, la stagnation au Brésil, la chute du taux de croissance au Chili au Mexique et en Uruguay pourraient permettre de comprendre les raisons de mécontentements collectifs.

De 2012 à 2019, selon le Centre mondial de compétitivité ADEN IBC¹, les PIB ont baissé plus ou moins fortement au Venezuela (-7,7 %), au Brésil (-3,9 %), au Guatemala (-2,3 %), en Colombie (-2 %), au Nicaragua (-1,9 %), au Panama (-1,9 %), au Chili (-1,8 %), au Mexique (-0,8 %), au Salvador (-0,7%), en Argentine (-0,5%) et au Honduras (-0,2%).

La violence constatée au Chili, en Colombie et en Équateur, les alternances électorales brusques constatées en Argentine et au Mexique confirment un lien entre économie en capilotade et montée des mécontentements. Les phases de décroissance et de ralentissement ont eu un effet d'autant plus dévastateur socialement que les sociétés sont inégalitaires. Le cycle de croissance des années 2004-2014 avait permis de réduire la grande pauvreté, sans pour autant réduire les inégalités. En 2015, la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) signalait le paradoxe d'une

réduction de la pauvreté allant de pair avec l'accroissement de la population en situation de vulnérabilité¹. Le choc social de la crise économique a été amplifié par un facteur quasi structurel aggravant, celui d'une Amérique latine inégalitaire. En 2018, au Brésil, les 10 % les plus riches gagnaient treize fois plus que les 40 % les plus défavorisés, selon l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE)².

Cette situation, la perpétuation des inégalités, interpelle tous les gouvernants, mais plus particulièrement ceux qui se définissent comme étant progressistes. Qu'ont-ils fait pendant les années de vaches grasses pour réduire la fracture sociale ?

On le sait, d'ambitieux programmes permettant de réduire la pauvreté ont été engagés dans tous les pays et plus particulièrement dans ceux qui étaient dirigés par des équipes de gauche et nationalistes. On pense au programme « Bourse famille » au Brésil et aux « missions » vénézuéliennes, entre autres. En effet, ces programmes ont réduit avec succès pauvreté et grande pauvreté, mais sans affronter la question des inégalités. Qui plus est, ces initiatives n'ont pas pu être pérennisées quand la crise a réduit les ressources des États. Aucun des gouvernements de gauche comme de droite n'avait engagé les réformes économiques qui, en diversifiant le tissu des activités, auraient permis de perpétuer les revenus de l'État et ainsi de garantir la pérennisation des avancées sociales. Les modèles économiques reposant sur l'exportation de produits primaires, soumis à des cours aléatoires, n'avaient pas été remis en question. Aucun gouvernement n'a réformé l'impôt afin de réduire les inégalités et de doter l'État de ressources. Élargir l'assiette fiscale aurait donné à la puissance publique les instruments permettant de fabriquer un modèle de croissance à forte valeur ajoutée et d'assurer la stabilité de ses moyens financiers.

1. « Ranking ADEN de competitividade para America Latina 2020 », Aden University, Instituto de competitividad ADEN, 28 mai 2019.

1. Voir *AméricaEconomia*, 11 février 2015, Santiago du Chili, Manbei Chile S. A.

2. Voir *Jornal do Brasil*, 6 novembre 2019, Rio de Janeiro.

Incidence des facteurs politiques

Quatrième constat, économie et social ne donnent pas pour autant une clé d'explication universelle. D'autres facteurs doivent être pris en considération, comme on a pu le constater en Bolivie, au Brésil, et au Pérou. La Bolivie, entrée en crise fin 2019, était le pays d'Amérique latine bénéficiant de la meilleure santé économique. La crise ici a été politique. La Bolivie, pays épargné par la récession, pays en croissance ayant fortement réduit les écarts de revenus, est pourtant aussi entrée dans une période de grande difficulté. La grave crise a généré des affrontements violents et une instabilité au sommet de l'État. La candidature présidentielle en 2019 du président sortant, Evo Morales, pourtant rejetée par référendum en 2016, l'élection présidentielle au déroulement contesté en 2019, suivie de la démission du chef de l'État forcée par l'armée, l'autoproclamation d'une présidence intérimaire ont été les moments les plus marquants de cette dégradation. Cette situation est la conséquence d'initiatives prises par les acteurs antagonistes, de gauche, puis de droite, ayant rompu l'ordre démocratique – des décisions jugées, à juste titre, liberticides par les deux camps.

Le Brésil, agité dès 2013 par les nouvelles classes moyennes refusant l'augmentation du prix des transports et la dégradation des services publics, a élu un président d'extrême droite, Jair Bolsonaro, en 2018. Ce mécontentement a été capté avec succès par les classes moyennes traditionnelles et les élites les plus fortunées, qui ont forcé l'alternance, en neutralisant les catégories populaires. Cela a pu se faire grâce à trois leviers leur ayant permis le contrôle des esprits : la mobilisation partisane des médias traditionnels – presse écrite et surtout chaînes de télévision –, l'utilisation ciblée et massive des réseaux sociaux diffusant des informations trompeuses et le soutien des Églises pentecôtistes, confessions agressives et conquérantes,

valorisant la société et l'économie de marché au nom d'une théologie de la prospérité¹.

Au Pérou, les corps intermédiaires – Parlement, partis politiques, syndicats – ont été affaiblis et délégitimés de façon méthodique depuis 1992, date de l'auto-coup d'État du président Alberto Fujimori. Le discours politique présenté aux Péruviens par les médias écrits comme audiovisuels est celui d'un système politique corrompu² victime de manquements individuels à l'éthique de la part des gouvernants quel que soit leur référent idéologique.

Le Brésil, mais aussi le Guatemala, le Honduras, le Salvador, en Amérique centrale, et le Mexique affrontent un grave défi sécuritaire. On meurt tout autant sinon plus dans ces pays que dans les régions du Proche-Orient en conflit. L'insécurité est donc une préoccupation majeure, traitée de façon différente par les acteurs politiques. À droite, cette préoccupation est centrale, y compris d'ailleurs dans des pays pourtant peu affectés par la violence statistiquement, comme on a pu le constater pendant la campagne présidentielle d'octobre 2019 en Uruguay. À gauche, on considère l'insécurité comme une conséquence du mal-développement et d'inégalités quasi structurelles. La délinquance est dans cette hypothèse une réponse individuelle au mal-vivre, à laquelle il convient d'apporter des réponses sociales à moyen terme.

Le Chili est le pays où le choc social et politique a été le plus violent. La jeunesse des contestataires n'a pas en elle-même de valeur explicative satisfaisante. Mais le ras-le-bol exprimé avec une grande virulence par les étudiants, moteur de revendications et de mobilisations collectives transversales, traduit un divorce avec les générations

1. Voir Jean-Jacques Kourliandsky, *Évangélisme, démocratie et réaction conservatrice en Amérique latine*, Fondation Jean-Jaurès, 21 juin 2019.

de la transition démocratique. Ces générations ont accepté le rétablissement des libertés formelles sous réserve de ne rien toucher au modèle économique et social fabriqué par la dictature. Cette servitude volontaire des partis de la transition, de la Démocratie chrétienne au Frente amplio, en passant par le Parti socialiste, le PPD, les radicaux et le PC, a été rejetée par une jeunesse n'ayant pas vécu la répression féroce des années Pinochet, mais subissant, en revanche, les contraintes financières et sociales cruelles d'un système totalement privatisé, sans service public digne de ce nom. Ce contexte a dynamisé la montée en puissance de représentants indépendants au sein de la Convention constituante élue en 2021.

L'émergence de contestations sociales en Colombie a surpris. Mais ce serait oublier que ce pays a vécu pendant plusieurs dizaines d'années sous la contrainte d'un conflit intérieur militarisé. Manifester un quelconque désaccord social exposait à se voir assimilé, par les tenants du pouvoir, à la gauche armée et à être qualifié de terroriste. La signature des accords de paix entre le président Santos et les FARC en 2016 a libéré de façon imprévue les dynamiques et contradictions sociales, dont les acteurs ont désormais assumé le risque de s'exprimer de façon radicale et pacifique.

Enfin, en Équateur, les va-et-vient très encadrés des manifestations contre l'augmentation des prix du carburant ont mis en évidence un mouvement social particulier. Les principaux affectés par la mesure, petits et moyens producteurs agricoles indiens, ont des affiliations et des pratiques revendicatives collectives anciennes au sein de la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur), qui de bout en bout a maîtrisé le périmètre et l'intensité du mouvement, resté confiné dans sa dimension initiale qui est d'obtenir le rétablissement de prix subventionnés pour les carburants. Dès que le gouvernement a annoncé la suspension de cette décision, le calme

est revenu dans les rues et sur les routes d'Équateur. Le mouvement social a, en 2021, resurgi en accordant un soutien important au candidat présidentiel, autochtone et écologiste, Yaku Pérez.

Le recours à la force

Cinquième constat, ces différentes crises ont reçu des réponses de la part des autorités en place privilégiant la perpétuation du *statu quo*. Cette mise en sourdine du dialogue et du compromis, au bénéfice du recours à la force, s'est faite au prix d'atteintes aux fondamentaux démocratiques. Quelle que soit l'idéologie des dirigeants, afin de préserver les positions acquises, ils ont usé de la force, policière et militaire, et ont imposé, ou tenté d'imposer, leur point de vue au Parlement, à la justice, aux partis politiques, à la presse.

Le recours à la force publique pour maintenir l'ordre, dans la rue, mais aussi l'ordre social, a été général. Une trentaine de personnes sont décédées pendant les « événements » de Bolivie, 8 morts en moins de dix jours en Équateur, 30 morts et plusieurs centaines de personnes ayant perdu l'usage d'un œil au Chili d'octobre à décembre 2019. Le bilan est identique concernant d'autres situations de crise. Au Nicaragua et au Venezuela, police et armée ont été mobilisées pour maintenir l'ordre contesté.

Ces démonstrations de force ont été accompagnées du vote de lois et de dispositifs réintroduisant les forces armées dans la sécurité intérieure¹. En Bolivie, le gouvernement intérimaire a créé une unité antiterroriste, le GAT (Groupe antiterroriste de la police bolivienne), pour, selon le propos du ministre de l'Intérieur, « désarticuler les

1. Voir Juan Gabriel Tokatlian et al., *De militares a policías*, Buenos Aires, Capital intelectual, 2018.

cellules terroristes menaçant notre patrie [...] agissant dans le pays depuis quatorze ans¹ » (date de la première victoire électorale d'Evo Morales). Au Brésil, le discours officiel a donné toute latitude aux forces de l'ordre pour utiliser des armes létales. À Rio de Janeiro, en 2019, 1 810 personnes sont mortes tuées par la police militaire. Le Sénat du Chili a voté le 21 janvier 2020 un projet de loi accordant aux forces armées la responsabilité de sécuriser les espaces publics, sans nécessité de déclarer un état d'exception, « en cas de grave altération de l'ordre public² ». Au Mexique, le président a mis en place une garde nationale dirigée et composée pour l'essentiel de militaires³.

De façon parallèle, on a constaté une dégradation organisée par les autorités de l'ordre démocratique, afin de réduire les compétences et les capacités des contre-pouvoirs, avec comme objectif, sans l'admettre de façon explicite, d'empêcher toute alternance au sommet de l'État. Au Venezuela, le 5 janvier 2020, la police a contrôlé *manu militari* l'entrée du Parlement afin d'interdire l'accès des députés d'opposition, majoritaires, et ainsi permettre l'élection au perchoir d'un candidat favorable au président Nicolas Maduro. Au Salvador, le 9 février 2020, le président Nayib Bukele a fait occuper militairement le Parlement pour le contraindre à adopter un projet de loi autorisant l'État à solliciter un crédit bancaire visant à acheter des armes pour la police nationale civile (PNC) et les forces militaires.

Les forces armées appelées ainsi comme arbitres d'intérêts politiques nationaux contradictoires ont progressivement été mises en situation d'élargir le champ de leurs interventions. En Bolivie, le général en chef des armées, Williams Kaliman, a « conseillé » le 10 novembre 2019 au

1. « Bolivia crea antiterrorista contra extranjeros violento que amenacen al país », Dépêche AFP, 3 décembre 2019.

2. « Chile : aprueba ley para que las Fuerzas Armadas custodien infraestructuras públicas en momento de crisis », dépêche *Europa Press*, 21 janvier 2020.

3. Voir *Diario Oficial* du 26 mars 2019.

président Evo Morales de démissionner. Au Brésil, le général en chef des armées de terre, Eduardo Villas Bôas, a adressé un avertissement aux juges du Tribunal suprême le 3 avril 2018. Ils étaient saisis d'une demande de libération conditionnelle de l'ex-président Lula, incarcéré depuis le 8 avril. La démarche publique du général Villas Bôas visait à forcer la décision des magistrats pour empêcher la participation de Lula aux élections présidentielles d'octobre 2018. En l'absence de Lula, l'ex-capitaine parachutiste Jair Bolsonaro a été élu chef de l'État, tandis que le général Hamilton Mourão accédait à la vice-présidence. En d'autres circonstances, des présidents contestés ont eu recours à l'image des militaires pour valider et légitimer leur autorité, comme le Péruvien Martin Vizcarra qu'on a vu entouré des généraux des forces armées le 1^{er} octobre 2019 et son homologue équatorien Lenín Moreno. Le scénario s'est répété au Chili où Sebastián Piñera a fait une apparition télévisée au cœur de la crise sociale, flanqué du général Javier Iturriaga qu'il venait de nommer responsable de la sécurité à Santiago.

Armée et gouvernement

Sixième constat, on assiste à une convergence des stratégies consolidant les *statu quo* civilo-militaires. Les pouvoirs en place ont recours aux forces de l'ordre pour préserver leur « place »¹, sans pour autant franchir la ligne rouge, un coup d'État suspendant les institutions pour instaurer un régime autoritaire. On n'assiste pas plus à une « bordaberryisation² » institutionnelle, c'est-à-dire à un passage par étapes d'une autorité civile à une dictature militaire.

1. Dans un contexte qui peut être qualifié de « lutte des places », dans le sens donné par Vincent de Gauléjac, Frédéric Blondel et Taboada Léonetti, *La Lutte des places*, Paris, Desclée De Brouwer, 2014.

2. En Uruguay, le président élu en 1972, Juan María Bordaberry, est resté en place bien que sous tutelle militaire de 1973 à 1976.

Le poids du passé, un passé de dictature universellement condamné, empêche encore un retour à ce mode de gouvernement. Le constat que l'on peut faire est celui d'une entente civilo-militaire fondée sur la préservation des intérêts de chacun. Les militaires garantissent la perpétuation au pouvoir des gouvernants en place. Ceux-ci assurent aux militaires la préservation de leurs budgets et de leurs avantages sociaux. Cela peut passer aussi par l'intégration de cadres militaires dans la haute fonction d'État¹. Au Brésil et au Venezuela, les généraux sont ministres et les colonels directeurs de départements ministériels et/ou d'entreprises publiques².

On notera que seuls les pays ayant, pour des raisons historiques, réduit le poids des forces armées échappent à cette dérive. Le Costa Rica a supprimé son armée à l'issue d'une guerre civile en 1948. Il ne dispose que d'une garde nationale, dotée d'un armement léger. L'Argentine, en raison du double traumatisme laissé par la dictature la plus impitoyable des années 1970-1980 et par la défaite militaire des Malouines en 1982, a laissé dépérir ses forces armées³. Pour autant, le général César Milani, chef d'état-major de 2013 à 2015, a fait récemment le commentaire suivant : « Les classes privilégiées pensent que l'armée est au service de leurs intérêts⁴. »

1. Voir « Cuando los ejércitos son dueños de poderosos imperios económicos », *El Espectador*, 26 avril 2019.

2. Voir pour le Brésil, « Mapa dos militares : onde estão os representantes das Forças Armadas no governo Bolsonaro », *O Estado*, 2 mars 2019. Pour le Venezuela, « Los militares en la política y la economía de Venezuela », *Nueva Sociedad*, n°274, mars-avril 2018.

3. Ce qui a conduit certains chercheurs argentins à relativiser le lien éventuel entre inégalités, crise, et recours aux forces armées, voir Carlos Strasser, *Democracia y desigualdad*, Buenos Aires, Clacso-Asdi, 1999.

4. « César Milani : "Las clases altas creen que el Ejército les pertenece" », *El País*, 15 décembre 2019.

Indifférence de la communauté internationale

Septième constat, la communauté internationale, y compris celle qui de tout temps s'est posée en représentante qualifiée des valeurs de démocratie et de liberté, n'a pas joué le rôle que l'on aurait été en droit d'attendre.

Les États-Unis de Donald Trump, puissance tutélaire « du monde libre », puissance régionale et mondiale, premiers concernés donc, ont privilégié la défense la plus étroite et égoïste de leurs intérêts, au risque d'encourager et de nourrir une instabilité chronique et croissante du sous-continent latino-américain. Cela se concrétise par les attitudes suivantes : exigence du paiement de la dette argentine, retrait de l'appui au processus de paix colombien accordé par l'administration Obama, mais pressions sur Bogota sur la question des stupéfiants, rétablissement des sanctions unilatérales à l'égard de Cuba, chantage économique et commercial sur le Mexique afin qu'il consacre ses moyens militaires et policiers au verrouillage des frontières et des migrants, diabolisation du Venezuela, choisi comme dénominateur commun permettant la construction d'un Forum continental des droites.

Cette agressivité a figé une carte des Amériques qui jusqu'en 2016 semblait s'orienter vers un dialogue multilatéral apaisé et coopératif. Une sorte de nouvelle guerre froide a resurgi. Les victimes de la polarisation imposée par les États-Unis pour défendre leurs intérêts ont provoqué des résistances, y compris de la part de gouvernements libéraux et conservateurs. Ceux qui sont montrés du doigt, Cuba et Venezuela, ont cherché des appuis en Chine, en Russie, en Iran, en Turquie. Les « amis » des États-Unis ont tenté de nouer des ententes économiques et commerciales leur permettant de contenir la portée des actes unilatéraux de la Maison-Blanche. Ils se sont tournés vers la Chine, les pays asiatiques en général, mais

aussi vers les Européens. Bien que plus tardivement, le Brésil de Jair Bolsonaro, qui s'est vu retirer le statut de pays en développement auprès de l'OMC par Donald Trump, en dépit d'une vassalité volontaire renouvelée, ait discrètement renoué avec la Chine, l'Inde et les pays arabes.

Cette ligne diplomatique des États-Unis, rompant avec le multilatéralisme pratiqué de plus ou moins bon gré par ses prédécesseurs immédiats, a de fait été confirmée par le nouvel hôte de la Maison-Blanche, Joe Biden. Elle recrée un contexte rappelant celui de la guerre froide, une guerre froide toutefois désidéologisée. La Chine et, de façon plus évidente, la Russie ont relevé le défi, l'inscrivant dans les pratiques pas si lointaines d'un passé proche géopolitiquement clivé.

Les Européens n'ont à aucun moment proposé une troisième voie. Ils sont, de façon générale, restés spectateurs. Seule la Norvège, significativement non-membre de l'Union européenne, a tenté en Colombie et au Venezuela de jouer la carte des bons offices et d'encourager le dialogue dans les terrains de conflit. Peut-être tétanisée, mais en tout cas divisée par les effets de l'unilatéralisme nord-américain en Iran, au Proche-Orient, et les menaces commerciales à son égard, Bruxelles a choisi de faire profil bas, ce qui revient à accepter le mouvement imprimé par Washington. La politique de l'Union sur le dossier vénézuélien est à cet égard éclairante. Le choix qui a été fait privilégie les sanctions et les pressions sur le gouvernement de Nicolas Maduro et la reconnaissance internationale d'un acteur hors des clous institutionnels et démocratiques, sans prise sur le réel, Juan Guaido. L'option de pressions articulées sur le dialogue, celle de résoudre la crise par voie de négociation, n'a pas été sérieusement envisagée. Il est vrai que les oppositions de droite, les gouvernements de cette famille politique, dans l'Union européenne, ont

fait leur la politique d'instrumentalisation du Venezuela comme bouc émissaire de politique intérieure, adoptant ainsi la voie définie par Donald Trump et comme l'ont fait en 2017 les Latino-Américains en mettant en place le Groupe de Lima¹.

1. Groupe composé de pays latino-américains et du Canada constitué au Pérou en 2017 pour forcer une alternance au Venezuela.

LA DIMENSION EXTÉRIÈRE DE LA DOMINATION ET DE L'ÉMANCIPATION

Il est difficile de parler démocratie et progressisme en Amérique latine en faisant l'impasse sur la géopolitique du sous-continent. Les progressistes sont dans leur quasi-totalité « nationalistes latino-américains », alors que les détenteurs du pouvoir et de l'argent sont traditionnellement proches des puissants de ce monde – Européens, Nord-Américains – extérieurs à l'Amérique latine. Ce rapport au monde est un élément présent dans les engagements idéologiques des forces et partis « progressistes » latino-américains. Ce contexte géopolitique, très distinct de celui de l'Europe, continent prédateur, porte des revendications, des radicalités progressistes différentes.

Depuis leur entrée dans la mondialisation et celle des autres parties du monde, les territoires que l'on appelle par commodité « Amériques latines » jouent un rôle subalterne dans les affaires du monde, qu'elles soient diplomatiques, commerciales, économiques ou militaires.

MAINMISE INTERNATIONALE

L'Amérique latine en entrant dans le monde, en 1492¹, l'a globalisé. Cette mondialisation s'est faite sur un mode asymétrique, celui d'une conquête européenne totale : une conquête territoriale, mais aussi spirituelle et intellectuelle. Les codex aztèques ont été brûlés ; les édifices précolombiens ont été détruits ou chapeautés de bâtiments nouveaux, églises ou palais civils comme à Cuzco au Pérou ; les montagnes, les fleuves, les mers, les localités existantes ont été rebaptisés.

Depuis le premier voyage de Christophe Colomb, ce continent nommé Amérique, portant le nom du navigateur italien² qui le premier a eu l'intuition d'avoir affaire à un continent nouveau, a été l'un des théâtres opposant les maîtres du monde de façon continue jusqu'à aujourd'hui. La partie dite latine de ce continent est, d'un siècle à l'autre, une sorte d'indicateur de la puissance dominante du moment et de celle de son concurrent immédiat.

Cette réalité a suscité bien des critiques de la part de penseurs dissidents latino-américains qui, de façon quasi unanime, ont fait porter la responsabilité entière de la « périphérisation » durable des Amériques latines sur les puissances impériales ingérentes. Ils ont condamné une mainmise extérieure. Le socialiste argentin, Manuel Ugarte³, a été quelque part le précurseur de cette approche, attribuant aux empires étrangers la responsabilité du mal-développement latino-américain. Cette théorie explicative et contestataire a été reprise par bien d'autres au Mexique, en Uruguay et au Venezuela. Le diplomate

et scientifique politique brésilien Samuel Pinheiro Guimarães, dans *Cinq siècles de périphérie*¹, a sans doute produit la meilleure analyse répondant à cette vision de la satellisation de l'Amérique latine dans l'ordre international.

D'autres, comme l'argentin Marcelo Gullo² en ont tiré des leçons en appelant à une insubordination fondatrice d'autonomie. Cette exhortation a paru fonctionner de façon effective dans les années 2000 à 2014 – des années de diplomatie émancipatrice pratiquée par les gouvernements représentatifs de différentes variantes nationales-progressistes, de l'Argentine au Venezuela en passant par le Brésil et l'Équateur. Les initiatives diplomatiques adoptées à ce moment-là ont rompu avec les époques de profil bas ou au mieux défensives, s'appuyant sur les vertus égalitaires prêtées au droit international³.

Les alternances au sommet des États, à partir de 2015, ont très vite eu des conséquences diplomatiques. Les gouvernements libéraux-conservateurs ont rapidement défait ce qui avait été entrepris, en particulier les institutions collectives d'identité continentale souverainiste, comme la CELAC et l'Unasur. Les politiques étrangères ont été orientées vers le curseur traditionnel, théorisé par un analyste péroniste des années Menem, Carlos Escudé, comme celui du « réalisme périphérique⁴ ».

Comment se fait-il que l'Amérique latine, à la différence de son voisin du nord anglo-saxon, qui pourtant lui aussi a été colonisé, ne soit pas arrivée à assurer son développement et son indépendance ? Un détour vers d'autres horizons internationaux serait-il de nature

1. Christophe Colomb a mis sans le savoir le pied sur un nouveau continent le 12 octobre 1492. Le nom d'Amérique lui sera attribué ultérieurement, voir note suivante.

2. Il s'agit d'Amerigo Vespucci. L'auteur européen du premier planisphère réalisé à Saint-Dié en 1507, Martin Waldseemüller, a tout bonnement nommé ce continent « Amerigo ».

3. Manuel Ugarte, *Hacia la unidad latino-americana*, Buenos Aires, Punto de encuentro, 2013.

1. Samuel Pinheiro Guimarães, *Cinco siglos de periferia*, Buenos Aires, Prometeo, 2006.

2. Marcelo Gullo, *La insubordinación fundante, historia de la teoría del poder de las naciones*, Buenos Aires, Editorial Biblos, 2008.

3. Jean-Jacques Kourliandsky, *Amérique latine, insubordinations émergentes*, op. cit.

4. Carlos Escudé, *Realismo periférico. Fundamentos para la nueva política exterior argentina*, Buenos Aires, Planeta, 1992.

à apporter des éléments de réponse ? En d'autres termes, le facteur colonial, extérieur, peut-il seul expliquer la « périphérisation » de l'Amérique latine ?

VESTIGE DE LA COLONISATION : LA FRAGMENTATION IDENTITAIRE

Si l'on regarde vers d'autres régions du monde, vers l'Afrique ou l'Asie, le constat qui s'impose est celui d'une différence : une différence dans le rapport au monde, quels que soient les degrés d'indépendance et de vassalité des composantes nationales de ces espaces géographiques. Quasiment tous ont été colonisés comme l'Amérique latine. Mais le contrat social, la façon de faire société n'est pas le même. Certes la cohésion nationale, essentiellement en Afrique, n'est pas évidente. Mais il y a au moins une frontière culturelle et politique franche entre natifs, qu'ils soient en haut ou en bas de la hiérarchie sociale, et anciennes puissances coloniales.

Rien de tout cela en Amérique latine. Les conditions d'accession à l'indépendance ont ici été différentes et ont modelé les esprits de façon autre et durable. Les pères (ou mères) des indépendances latino-américaines étaient « importés ». La rupture avec le colonisateur espagnol et portugais et l'indépendance ont été le fait d'élites créoles, des fils des premiers colons européens. Le divorce a opposé les élites administratives ibériques, exerçant le pouvoir au nom des métropoles, aux élites locales d'origine européenne. Les autres fragments de population, les autochtones, les Noirs déportés et leurs descendants, n'ont joué dans cette affaire qu'un rôle de supplétifs.

Les autochtones ont été victimes dès les premières années d'indépendance de guerres d'élimination brutales. Des guerres indiennes ont été menées par les nouveaux États souverains. L'Uruguay a mis un terme définitif et radical au « problème » indien de 1831 à 1832. Les Charruas ont été pourchassés, tués, et les survivants vendus comme esclaves ou animaux de cirque en France¹. L'Argentine a prétendu « se civiliser » en éliminant les « barbares » indiens, selon le propos de l'ancien président de la Nation argentine Domingo Faustino Sarmiento. Cet argument raciste a justifié trois années de conquête militaire de territoires patagoniens de 1878 à 1885².

Dans les pays andins, les autochtones, compte tenu de leur nombre, n'ont pas été éliminés physiquement. Ils ont gardé leur statut de subalternes, soumis à diverses formes de servage, perpétuées par les maîtres de la terre, créoles, acteurs des indépendances.

Les colons et les bénéficiaires des indépendances ont par ailleurs systématiquement utilisé la palette de la diversité « raciale » ou tribale pour imposer leur autorité. Cortés et Pizarro avaient joué les rivalités de fratrie ou d'ethnies dès le xvi^e siècle. Le droit de cuissage a fabriqué des collaborations, celle de La Malinche au Mexique ou de la India Catalina en Colombie. Les héritiers des élites indiennes ont été rééduqués et reformatés, avec plus ou moins de succès, comme dans l'expérience des Missions jésuites du Paraguay ou des cultures assimilationnistes au Mexique, couvertes par une prétendue fusion des races sous le nom de « race cosmique³ », représentative des trois cultures qui composeraient l'identité mexicaine. Au Brésil, mais cette fois-ci afin d'effacer le souvenir de l'esclavage des Noirs, un certain nombre d'intellectuels ont proposé avec succès l'idéologie du métissage

1. Voir à ce sujet Eduardo Mariani, *Laureano*, Montevideo, Fin de siglo, 2014.

2. Épisode connu comme « La conquista del desierto ».

3. José Vasconcelos, *La Raza Cósmica*, México, Espasa Calpe, 1948 [1925].

« cordial ». Celle-ci a permis d'intégrer dans le vocabulaire administratif des recensements, en 1950, la rubrique « *pardo* » (gris), en substitution ou à côté de « noir »¹.

Plus tard, la perspective d'une vie meilleure a capté Indiens, Noirs, Métis, utilisés comme mercenaires pour réduire les résistances de congénères indiens révoltés ou de Noirs marrons². Cet héritage de divisions cultivées par le colon ou le créole dominant pèse sur la capacité à faire société. L'égalité citoyenne des uns et des autres, tardivement accordée, a été toute relative. Les autochtones n'ont obtenu qu'une citoyenneté formelle. Leurs biens communaux et collectifs ont été spoliés par les nouveaux maîtres³. Les Indiens sont encore aujourd'hui traités comme des citoyens de seconde zone dans certains États, comme on l'a vu dans le Guatemala d'Efraïn Ríos Montt en 1982-1983 et dans le Brésil du président Jair Bolsonaro depuis 2019.

Les Noirs n'ont acquis leur citoyenneté qu'après l'abolition de l'esclavage, tout au long du XIX^e siècle⁴, voire plus tard – le Brésil ayant jusqu'à sa Constitution de 1988 exclu de l'exercice du droit de vote les personnes non alphabétisées⁵. Il reste aussi et peut-être surtout un préjugé venu de la colonisation qui avait établi une grille de hiérarchie « raciale » popularisée par la peinture populaire. On en trouve un témoignage pictural au musée des Amériques de Madrid et une extraordinaire expression plus contemporaine dans les résultats

1. Voir Martine Droulers, *Brésil : une géohistoire*, Paris, PUF, 2001.

2. Voir Julio José Chiavenato, *O negro no Brasil*, São Paulo, Cortez Editora, 2012.

3. Voir Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de la Colombie de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 128.

4. Les dernières abolitions ont été le fait de l'Espagne à Cuba en 1886 et du Brésil en 1888.

5. Estimées encore à 20 % du corps électoral potentiel, en majorité noire, en 1980 dans Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Paris, Seuil, 2019, p. 297.

du recensement brésilien de 1976 : interrogés sur leur appartenance raciale, les sondés ont proposé une gamme de 116 couleurs contourant la rubrique « noir »¹.

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE EN AMÉRIQUE LATINE

1794 : Saint-Domingue (actuelle Haïti) alors colonie française
 1816 : Haïti
 1823 : Chili
 1824 : Amérique centrale (Costa Rica / Nicaragua / Salvador / Honduras / Guatemala)
 1826 : Bolivie
 1829 : Mexique
 1844 : République dominicaine
 1842 : Uruguay
 1848 : Guyane, Guadeloupe, Martinique (colonies françaises)
 1851 : Colombie / Panama (alors province colombienne)
 1851 : Équateur
 1853 : Argentine
 1854 : Pérou
 1854 : Venezuela
 1869 : Paraguay
 1886 : Cuba (alors colonie espagnole)
 1888 : Brésil

Les esclaves noirs libérés n'ont reçu aucune compensation. Au contraire, en Bolivie, ce sont les anciens maîtres qui ont été indemnisés

1. Voir Martine Droulers, *Brésil : une géohistoire*, Paris, PUF, 2001, p. 154.

au moment de l'abolition de l'esclavage en 1826. Il en a été de même au Pérou en 1854. En règle générale, ils ont été livrés à eux-mêmes, sans offre de travail, les anciens propriétaires préférant avoir recours à une main-d'œuvre asiatique importée (chinoise, indienne, javanaise, japonaise). Parallèlement, diverses autorités ont délibérément adopté des mesures de blanchiment de la population, en ayant recours à une immigration blanche bénéficiant d'aides financières – une politique pratiquée par l'Argentine, le Brésil et la République dominicaine. Les populations noire et métisse d'Argentine, du Brésil et du Paraguay ont été mobilisées de façon prioritaire pendant la guerre de la Triple alliance de 1865 à 1870. Ce recours militaire aux Noirs et aux Métis perpétuait l'usage antérieur d'esclaves comme chair à canon, ce qui a participé à la réduction de leur nombre à la fin du XIX^e siècle¹.

Les fils et petits-fils ou arrière-petits-fils des créoles blancs, « pères » des indépendances, sont toujours aux commandes aujourd'hui. Les Amériques latines sont dirigées par des Blancs ou des migrants venus d'Asie (Japonais, Libanais, Syriens). Les dirigeants d'origine indienne sont l'exception (Benito Juárez au Mexique de 1857 à 1872 ; Evo Morales en Bolivie de 2006 à 2019), alors que les personnes d'origine indienne sont nombreuses en Équateur, au Guatemala, au Paraguay et au Pérou. Quant aux Noirs, ils n'ont accédé au pouvoir qu'en Haïti, et au terme d'une guerre d'indépendance cruelle, alors qu'ils constituent des groupes importants, et parfois majoritaires, au Brésil, en Colombie, à Cuba, à Panama, au Pérou et en Uruguay.

Les discours contestataires, tiers-mondistes, postcoloniaux, restent des discours minoritaires, souvent d'ailleurs portés par des Blancs dissidents. Dans un tel contexte, la trahison des clercs est relative, dans la mesure où les solidarités de classe déterminent leurs comportements.

Les élites brésiliennes, comme l'a très bien montré le sociologue Jessé Souza¹, restent attachées à la perpétuation de privilèges hérités du Brésil esclavagiste qui s'imposeraient « naturellement » par glissement historique à l'ensemble de la société. Ce séparatisme citoyen non écrit a joué un rôle clé dans la destitution parlementaire de la présidente brésilienne Dilma Rousseff en 2016. L'élection de Jair Bolsonaro, en 2018, à la présidence du Brésil a incarné la primauté donnée par les catégories moyennes à une entente privilégiant les relations avec leurs équivalents de classe d'autres pays. Ce comportement social et politique sépare et divise l'intérêt collectif et la souveraineté nationale.

1. Voir Julio José Chiavenato, *O negro no Brasil, op. cit.*, p. 195.

1. Jessé Souza, *A Elite do Atraso, da escravidão à Lava Jato*, 2017, *op. cit.*

LES DÉFIS PARTAGÉS DES GAUCHES D'AMÉRIQUE LATINE ET D'EUROPE

Les constats d'échecs électoraux, de panne programmatique et d'épuisement idéologique ne sont paradoxalement pas le propre de la seule Amérique latine. Les dilemmes des gauches latino-américaines sont également ceux de leurs homologues en Europe. Sans doute conviendrait-il pour élargir la portée de ce double constat d'ouvrir une réflexion comparative. Les contextes historiques, politiques, économiques et sociaux de l'Amérique latine et de l'Europe sont différents. Mais l'effet de souffle de la mondialisation sur les options politiques de gauche est, ici et là, parallèle.

UN REPLI PARALLÈLE

Approfondir la quête de réponses aux échecs enregistrés par les gauches latino-américaines passe peut-être par un examen comparatif de situations électorales similaires en Europe.

D'autant plus qu'un autre constat interpelle les forces de progrès et, au-delà, tous les démocrates, en Europe comme en Amérique latine : la participation électorale, élément fondamental de la vie

démocratique, est en crise. En France, plus de 57 % des électeurs ont fait la grève du vote au second tour des élections législatives, le 18 juin 2017, et 65 % aux élections régionales du 20 juin 2021. Cet affaïssement démocratique a spectaculairement confirmé les analyses faites en 2007 par deux sociologues ayant baptisé le moment politique français de « démocratie de l'abstention¹ ». En Amérique latine, 63 % des électeurs colombiens se sont abstenus de voter au référendum sur les accords de paix le 2 octobre 2016 ; 49 % des inscrits n'ont pas participé au référendum constitutionnel chilien du 20 octobre 2020 ; 43 % à l'élection de la convention constituante le 16 mai 2021 ; et 20 % aux élections régionales chiliennes de juin 2021.

En dépit de contextes continentaux et nationaux différents, économiques, politiques, sociaux, le parallélisme conjoncturel interpelle. Les tentatives d'explications restent fragmentaires et factuelles. Elles laissent en chantier l'examen critique de cette parenté dans l'échec.

FACTEURS EXPLICATIFS

Les observateurs de l'histoire immédiate ont identifié un certain nombre de facteurs explicatifs qui permettraient de comprendre le repli ou l'érosion des forces traditionnelles de progrès, ainsi que ceux de la participation à la vie démocratique.

Le poids d'un passé dictatorial traumatisant aurait posé des limites aux ambitions des gauches en Argentine, au Chili ou en Espagne. Les nouvelles générations dans ces pays délaisseraient les forces traditionnelles de gauche, issues de transitions démocratiques

1. Cécile Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *La Démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2007.

négociées, critiquées pour leur manque d'ambition. Les compromis négociés pour passer sans soubresaut de la dictature à la démocratie sont sévèrement jugés par la génération née en démocratie. Au Chili comme en Espagne, les revendications sociales non satisfaites par les gouvernements issus des transitions ont dérivé en contestations frontales. Certains représentants du Frente amplio chilien ou de Podemos en Espagne assimilent dictatures et démocraties transitionnelles et défendent en conséquence la nécessité d'un rejet global des forces de droite comme des partis de gauche traditionnels, représentants d'une politique présentée comme voisine. Des stratégies de substitution ont été mises en œuvre. Rejetant toute forme d'alliance, elles ont provoqué une fragmentation conflictuelle de l'espace progressiste. Le Parti populaire en Espagne, la coalition de la droite chilienne en ont tiré dans un premier temps un profit électoral. Avant que la table ne soit renversée, redistribuant les cartes en direction d'acteurs de rupture – indépendants au Chili, Pedro Castillo, un inconnu, au Pérou – et en Europe souvent en fragmentant la représentation.

Ailleurs, l'acuité de conflits territoriaux nationaux a imposé sa logique aux acteurs idéologiques. Le constat en a été fait en Autriche, en Belgique, en Bolivie, en Équateur, en Espagne et en France. Dans ces pays, la question nationale interpelle le progressisme. La mondialisation, ou en Europe la dynamique atlantique et libérale de la construction européenne, a déstabilisé les États et les adhésions citoyennes.

La crise économique de ces dernières années a bousculé ceux dont l'unité était la plus fragile ou la plus récente et a érodé les dynamiques porteuses d'adhésions citoyennes. Les gauches ont été fragmentées par le recours au bouc émissaire nationaliste. C'est le cas en Belgique, où le Parti socialiste se décline désormais en deux versions, l'une flamande, l'autre wallonne. En Catalogne espagnole, la crise a été opportunément saisie par le parti nationaliste CiU et ses

avatars. Celui-ci a imposé un discours indépendantiste qui a rompu les alliances de gauche.

D'autres pays ont souffert de la dégradation des consensus nationaux anciens, érodés par un libéralisme sans identité collective. Les perdants de la mondialisation ont eu tendance, en Europe et dans ces pays, à se reconnaître dans les formations partisans remplaçant la Nation au cœur du discours politique. On pense en Autriche au Parti libéral, en Espagne à Vox, en France au Rassemblement national, en Italie à la Ligue du Nord.

L'insécurité, dont la perception a été amplifiée par la crise, a fragmenté les espaces collectifs sous des modalités différentes en Amérique latine et en Europe. En Colombie, au Mexique, comme dans les pays balkaniques, l'extension de la délinquance et souvent de groupes armés organisés a réduit la capacité de réponse des partis politiques et des organisations sociales aux enjeux politiques collectifs. Pour les forces de droite, en revanche, la montée en puissance de la criminalité a constitué une aubaine. Tolérance zéro à l'égard des délinquants, sécurité transclassiste, déploiement de policiers et de militaires permettent d'apporter des réponses immédiates et à moindres frais à l'angoisse sociale des plus démunis. Les partis de gauche ont du mal à trouver des réponses opérationnelles conformes à leurs valeurs et répondant aux problèmes posés. Au point d'adopter pour survivre, comme au Danemark le parti social-démocrate, des mesures contre les étrangers puisées dans le vivier de l'extrême droite.

Toutes ces pistes explicatives méritent un examen attentif. Mais un facteur externe a creusé la fracture commune qui a bousculé les forces de gauche européennes et latino-américaines : la mondialisation.

LA MONDIALISATION

La mondialisation technologique a bouleversé les modalités de la communication. Le rapport à l'immédiateté qui en a résulté a sans aucun doute conduit les acteurs politiques progressistes à surévaluer le moment présent, au risque d'être prisonniers d'une pensée boursière, assimilant société et économie de marché, et les a poussés à renoncer à la création de propositions alternatives. Cédant à la facilité technologique et ainsi à la pression des forces dominantes, ils s'en remettent à la consultation et à la communication pour élaborer leur programme. Cela a été particulièrement avéré en Espagne¹, avec le PSOE puis avec Podemos, mais aussi en France à partir de 2007. Christian Salmon a dressé le descriptif de ce passage du « programme » au « récit »². La politique marché priorise l'électorat conçu comme clientèle, sondé, interrogé, sollicité, afin de fabriquer un programme qui reflète ses attentes immédiates.

La séduction a imposé ses atours au message reléguant raison et réflexion à l'arrière-plan. Parmi d'autres, l'ancien Premier ministre français, Michel Rocard, avait signalé dans l'ultime entretien accordé avant son décès les effets dévastateurs de l'inculture assumée depuis quelques années par les responsables de la gauche française³ – et inversement ceux du recours au mensonge, aux informations fausses, étayées souvent par des images, considérées comme moins contestées du fait de leur réalité immédiate. Cette manipulation médiatique avait permis en Bolivie la victoire en 2002 de Gonzalo Sanchez de Lozada (parti MNR)⁴. Bien d'autres ont signalé l'effet politique et électoral « boomerang » de cette mise en sommeil de la réflexion.

1. Pour l'Espagne, voir Juan Capmany, *El efecto ZP*, Barcelone, Planeta, 2005.

2. Christian Salmon, *Storytelling*, *op. cit.*

3. Dans *Le Point*, voir note *supra*.

4. Filmée par la documentaliste nord-américaine Rachel Boynton. Film sorti en salle en 2005 sous le nom *Our name is crisis/Nuestra marca es la crisis*.

Cette façon de procéder a accompagné la mondialisation marché. Cette mondialisation a choisi, par économie d'échelle, de diffuser son discours dans une seule langue, l'anglais, idiome du pays libéral dominant. Et avec la langue s'est imposé le logiciel : celui d'une pensée unique fondée sur les règles de l'économie boursière. Le diagnostic et ses conséquences culturelles comme politiques ont été établis par de nombreux linguistes¹. Ils l'ont été très tôt en Amérique latine, en particulier par le socialiste argentin Manuel Ugarte, qui à ce sujet a signalé la puissance des « troupes coloniales de la pensée² ». Les gérants de l'économie praticiens de cette langue et de son idéologie, forts d'un savoir universellement légitimé par les médias nouveaux et anciens, ont imposé leur lecture de la démocratie.

Cette lecture des sociétés et du monde s'est d'autant mieux imposée que les progressistes avaient abandonné le champ de la raison et des convictions, en acceptant celui de la séduction et de l'immédiateté. Argentine, Chili, France, Italie ont ainsi basculé sans heurts majeurs vers des régimes niant la réalité du conflit, dévalorisant les valeurs collectives, sociales comme nationales, invitant au développement d'un individu déterritorialisé, socialisé par le consumérisme et les médias de divertissement³.

Les gauches ont toutes été bousculées par l'évolution du monde et leur refus d'affronter rationnellement les nouvelles réalités. Restées le plus souvent à la surface des choses, elles ont, dans la majorité des cas, refusé de défier les difficultés du long terme, celles de la connaissance préalable permettant l'articulation actualisée des valeurs d'égalité et de démocratie dans le monde d'aujourd'hui.

1. En particulier Pascale Casanova, *La Langue mondiale : traduction et domination*, Paris, Seuil, 2015.

2. Manuel Ugarte, *Hacia la unidad latinoamericana*, op. cit.

3. Selon la définition qu'en donne Malraux dans « Les Voix du silence », *Œuvres complètes*, t. IV, Paris, Gallimard, coll. « La Pléiade », p. 771.

Sous l'effet de la crise, la mondialisation marché dans certains pays a accéléré la subversion des valeurs de la démocratie, par détournement corporatiste du droit, de la justice, de la loi et de la Constitution. Au Brésil, les forces conservatrices les ont manipulées au détriment du PT, formation de centre gauche qui a été soumise à une pression multiforme – judiciaire, médiatique et parlementaire. Au Venezuela, le PSUV lutte pied à pied pour préserver par des artifices institutionnels, judiciaires et policiers un espace de pouvoir contesté dans les urnes. En Europe, la déclaration unilatérale d'indépendance (DUI) de la coalition indépendantiste catalane espagnole a rompu le pacte démocratique adopté collectivement en 1978 par les Espagnols, et donc aussi par les Catalans, à la sortie de la dictature franquiste. Au Brésil comme au Venezuela, la démocratie représentative, a été/est mise en cause au nom de légitimités alternatives, autoproclamées.

LE REPLI ÉMOTIONNEL DES GAUCHES

La réponse à ces défis est très souvent paradoxalement restée dans le droit fil de la politique marché. Réfugiés dans l'émotionnel, les progressistes indignés ont cherché à capitaliser les contestations éphémères. La contestation en soi, y compris la plus violente, a très souvent été considérée comme porteuse de valeurs positives. Cette solidarité des dissidences rejoint la superficialité du moment mondialisé et peut favoriser des rencontres, voire des convergences improbables, entre gauche et extrême droite, entre gauche et nationalismes, ajoutant *in fine* du tragique à la confusion. C'est le cas à Brasilia, comme à Caracas et à Barcelone.

Le repli émotionnel a redonné des couleurs au mythe du chef charismatique supposé incarner les attentes collectives insatisfaites. Reposant sur l'adhésion à un sauveur, un homme supposé porteur d'un projet du commun collectif, cette voie privilégie le verticalisme et les mouvements. L'instrument politique est minimal, non partisan. Les technologies modernes de communication facilitent la transmission des messages et la verticalité démocratique. Toute négociation ou tout dialogue ne présupposant pas la vassalité consentie d'éventuels partenaires à l'égard du gourou charismatique est, dans ce contexte de « magie » politique, exclu. Mise au jour par Chantal Mouffe et Iñigo Errejón¹, prenant appui sur des expériences latino-américaines, celles de Perón en Argentine et de Hugo Chavez au Venezuela, cette option a été revendiquée en France par Jean-Luc Mélenchon et son mouvement, La France insoumise. Avec, comme premiers résultats de cette OPA politique sur la diversité des gauches, une impasse électorale et une absence de mobilisation populaire, du fait de la fragmentation durable des différentes composantes de la gauche.

D'autres dérives ont priorisé la perpétuation dans les lieux de pouvoir faute de vouloir ou être en capacité de savoir pour orienter l'action. Ce repli acte la fin d'une ambition alternative reposant sur la réduction des inégalités. Il masque le ralliement au marché de courants réformistes, par une rhétorique reprenant l'internationalisme du siècle dernier habillé d'intégration. Il a été théorisé au Mexique par le PRD², en Europe sous diverses appellations, « nouveau centre » en Allemagne, « troisième voie » en Angleterre³ et « socialisme répu-

blicain » en Espagne. En Amérique latine, il a été masqué par des discours paresseusement volontaristes et révolutionnaires, reposant sur les revenus d'une économie rentière permettant de faire l'économie de réformes productives et fiscales.

En Amérique latine, les révolutionnaires « de carton », au pied du mur de leurs contradictions, ont quitté un pouvoir qu'ils n'ont pas su consolider, poussés par des électeurs mécontents. Parfois, comme au Nicaragua et au Venezuela, ils s'efforcent de rester au pouvoir en dépit de leurs échecs, au prix de la démocratie. En Europe, la capitulation, théorisée ou non, de la social-démocratie a conduit à des formes de cogestion droite/gauche : soit par alliances contractuelles comme en Allemagne ou au Mexique, soit par ralliements perlés et individuels au camp du marché, comme en France. Les partitions des uns et des autres sont certes différentes. Elles sont même souvent en apparence antagonistes. En effet, qu'ont en commun le PSUV vénézuélien, la SPD allemande, Podemos et le PD italien ? Hormis leurs critiques mutuelles, ils ont tous pourtant un dénominateur commun : l'échec, idéologique, électoral, théorique.

Un certain nombre de situations discordantes interpellent la pérennité du repli tendanciel, voire « à l'agonie » d'une gauche¹, qui aurait été « sortie de l'histoire ». Bolivie, Portugal, Uruguay témoignaient en 2019 de réalités gouvernementales tout à la fois réformistes socialement, démocratiques politiquement, porteuses d'un mieux vivre collectif. Dans ces pays, les gauches ont su garder le pouvoir, dans un contexte d'expansion des droites. Ce n'était plus le cas en 2020, il est vrai, en Bolivie et en Uruguay. Mais en Argentine et au Mexique, les électeurs ont permis à des progressistes d'accéder au pouvoir.

1. Lire Chantal Mouffe et Iñigo Errejón, *Construire un peuple*, Paris, Éditions du Cerf, 2017 ; Chantal Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2018 ; Heinz Dieterich, *Hugo Chavez y el socialismo del siglo XXI*, Caracas, Instituto Municipal de la Alcaldia de Caracas, 2005.

2. Lire Agustin Basave, *La cuarta socialdemocracia*, Madrid, La Catarata, 2015.

3. Lire Laurent Bouvet, Gilles Finchelstein et al., *Blair-Schröder, le texte du manifeste, les analyses critiques*, Fondation Jean-Jaurès, août 1999.

1. *La gauche à l'agonie ?*, titre de l'ouvrage publié par Jean-Pierre Le Goff, Paris, Perrin, 2017.

LES DÉNOMINATEURS COMMUNS DES GAUCHES

La priorité a été donnée par les formations de gauche de ces pays à la recherche de dénominateurs communs – des dénominateurs communs tactiques permettant la construction d'ensembles majoritaires, en capacité de gagner des élections. Ce qui est au Portugal et a été en Uruguay particulièrement vrai : au Portugal, socialistes, communistes et bloc de gauche¹ ont signé un contrat de gouvernement à cet effet ; le Frente amplio d'Uruguay rassemble une vingtaine de formations partisans. La dégradation du socle fédérateur a érodé le périmètre du Frente amplio et l'a conduit à l'échec électoral de 2019.

Les victoires électorales ont été acquises et consolidées par la définition de programmes apportant des réponses aux attentes sociales en premier lieu, et sociétales ensuite. Elles ont été portées par un « front de classe » représentatif des catégories les plus pauvres associées aux classes moyennes. « Le décisif, pour les forces de gauche² », selon le sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos, « c'est la nécessité [...] urgente de s'unir [...] pour sauvegarder le seul champ politique où les luttes pour le pouvoir sont admises, le champ démocratique³ ».

Dans ces pays, les unions-fronts de gauche ont gouverné en s'appuyant sur un instrument politique à trois dimensions : une alliance des forces progressistes ; un programme à fort contenu réformiste ; une mise en route effective du programme annoncé. Toutes ces données permettent de remettre en perspective les notions discutables de

1. Voir Reginaldo Moraes, *Bloco de Esquerda e Podemos*, Sao Paulo, Fundação Perseu Abramo, 2016.

2. Boaventura de Sousa Santos, « ¿ Unidad de las izquierdas ? Las izquierdas ante el nuevo interregno », *La Zúrda*, n°42, pp. 61-68.

3. *Ibid.*

cycles qui n'ont rien d'inéluctable. Les défaites électorales (voir *supra*) ont sanctionné les gouvernements, de gauche comme de droite, qui n'ont pas rempli le contrat passé avec les populations.

LES RÉPONSES PROGRESSISTES

Le choc de la défaite a sans doute démobilisé les troupes progressistes et parfois favorisé les défections au nom d'une culture de gouvernement gestionnaire, niant la réalité du conflit social. Il a pu aussi donner une seconde vie aux théories de rupture révolutionnaire, ou aux idéologies de substitution reposant sur la mythologie de la table rase, valorisant les mobilisations extra-électorales, participatives et associatives¹. Les limites de ces aggiornamentos, si l'on se place dans la perspective d'une permanence possible et même souhaitable de la gauche démocratique, ont été signalées *supra*. Elles ont été identifiées et dépassées par les acteurs partisans de la gauche portugaise ou uruguayenne.

Ces efforts se sont appuyés sur des réflexions collectives, d'origines diverses, et inscrits dans le cadre d'un réformisme social et démocratique. Le groupe Mangabeira/Jorge Castañeda avait, dès les années 1990, marqué le premier ce territoire en Amérique latine. Le document élaboré par plusieurs dizaines d'intellectuels et responsables politiques latino-américains avait priorisé l'arme de la fiscalité pour permettre la mise en œuvre de réformes sociales et sociétales concrètes dans un système d'économie de marché, démocratique.

1. Voir José Luis Coraggio et Jean-Louis Laville (dir.), *Les Gauches du XXI^e siècle. Un dialogue Nord-Sud*, *op. cit.*

Des modalités d'action et de réponses progressistes sont apparues dans le désordre. Certaines reposent sur les convergences partisans dans l'esprit du Portugal et de l'Uruguay. Ce fut le cas au Brésil, où la gauche a été contrainte à une alternance non électorale forcée par l'hégémonie institutionnelle, médiatique, économique, religieuse des forces de droite. PT, PDT, PSB, PCdoB, PSOL ont essayé de travailler à la construction négociée d'un agenda commun. La référence au Portugal et à l'Uruguay est explicitement revendiquée le 21 février 2018 par les fondations de ces partis politiques initiatrices du « Manifeste pour la démocratie et le développement ». Ils ont pu s'adosser sur les travaux du sociologue brésilien Jessé Souza qui a fait avancer la connaissance critique des hiérarchies sociales latino-américaines en général et du Brésil en particulier¹.

Au Mexique, à Puebla, l'urgence de la rénovation et de l'union a pris la forme d'un recyclage d'« ex », qui ont constitué un groupe de personnalités progressistes le 14 juillet 2019. En Argentine, ce type d'initiative est venue d'intellectuels, sous la forme d'une lettre ouverte publiée le 12 juin 2020 dans le quotidien *Página 12*, revendiquant « une nouvelle imagination démocratique² ».

Les situations de forte demande sociale et démocratique, alors que la droite est au pouvoir, ouvrent la perspective d'un retour des progressistes, à condition d'apparaître comme une option crédible : d'abord par la capacité à gouverner des équipes qu'elle présente au suffrage électoral ; ensuite par le contenu de ses propositions offrant une alternative qui réponde aux mécontentements sociaux.

L'accession au pouvoir de justicialistes de gauche, en Argentine, et d'une formation populaire, le MORENA, au Mexique, en 2018 et

1. Voir Jessé Souza, *A Elite do atraso, da escravidão à Lava Jato*, *op. cit.*

2. « Para una nueva imaginación democrática, Comuna argentina : texto fundacional y firmantes nuevo espacio de intelectuales », *Página 12*, 12 juin 2020.

2019, a été rendue possible par la conjonction de ces deux éléments : la construction d'équipes partisans crédibles couvrant l'ensemble des territoires et la mise en place d'une plate-forme programmatique perçue comme pertinente pour faire face aux situations de détresse sociale, d'échec économique et d'impasse sécuritaire et sociétale, laissée par les gouvernants de droite sortants.

Toute autre est la perspective des progressistes quand ce sont des sortants de gauche qui terminent leur mandat sur une situation d'échec sur l'une ou l'autre de ces questions, laissées sans réponse satisfaisante du point de vue social, économique, sécuritaire ou sociétal. L'insatisfaction génère des crispations collectives et fragmente alors les gauches, au risque de décrédibiliser la démocratie.

LES CHANTIERS EN COURS

Il serait abusif intellectuellement comme éthiquement de tirer des conclusions sur les défaites électorales et les coups institutionnels ayant écarté les forces progressistes du pouvoir en Amérique latine comme en Europe. La sanction – la perte du pouvoir, bien réelle – est la conséquence de facteurs plus ou moins universellement présents : perte de repères idéologiques, panne intellectuelle provoquée par la primauté accordée à la communication, professionnalisation excessive de la politique, oubli des réalités productives facilité par des conjonctures extractivistes éphémères. Réactiver la démocratie sociale est l'horizon que se sont fixées diverses formations latino-américaines comme européennes, avec une feuille de route abordant en tout ou partie les thématiques ci-dessous.

Dix thématiques de réflexion partagée par les forces progressistes des deux rives de l'Atlantique :

- réévaluer le conflit, contrôlé et démocratique, pour affronter les défis posés aux progressistes, dans la politique, le social, l'environnemental, l'international¹ ;
- comprendre la réalité mondialisée afin d'être mieux à même d'actualiser la défense des valeurs progressistes d'égalité, de liberté et de respect des équilibres environnementaux ;
- hiérarchiser les priorités entre revendications horizontales (sociétales) et verticales (sociales), tout en les combinant ;
- inventer un modèle social de répartition plus égalitaire articulé dans un cadre de production dynamique, valorisant la recherche de plus-values, assurant sa pérennité ;
- rompre avec les concepts réducteurs de « laboratoire du socialisme » ou de la social-démocratie, reposant sur des facteurs idéologiques de nature religieuse² ;
- laïciser les discours sur l'intégration régionale afin d'être à même de pouvoir en critiquer les dynamiques antisociales et anti-régulatrices ;
- réévaluer la Nation comme lieu de citoyenneté, d'arbitrages collectifs relatifs au partage du bien commun, à l'emploi et à l'environnement, aux avancées technologiques et aux territoires ;
- articuler la Nation sur un internationalisme d'égaux respectueux des droits universels, politiques, sociaux et linguistiques ;
- préserver la capacité de dialogue et de coopération entre les différentes familles de gauche démocratique ;
- déprofessionnaliser et désacraliser le pouvoir politique.

1. Voir Miguel Benasayag et Angelica Del Rey, *Éloge du conflit*, op. cit.

2. Voir Marta Harnecker, *Laboratoire pour un socialisme du XXI^e siècle*, Paris, Utopia, 2010.

CONCLUSION

Les conclusions figurant ci-dessous sont datées. Elles ne sont pas à prendre à la lettre, mais sont une incitation à la critique, pour, qui sait, alimenter la machine à penser, à échanger, à contester de façon argumentée, pour construire une démocratie sociale digne de ce nom.

1/Une crise sociale et politique inattendue a affecté le Chili, la Colombie et l'Équateur les derniers mois de 2019, en 2020, auxquels s'ajoute le Pérou en 2021. Cette crise est la pointe saillante d'un malaise démocratique et social plus général et structurel. Il affecte la plupart des pays d'Amérique latine. La crise liée au Covid-19 en a apporté la dramatique démonstration.

2/La crise liée au coronavirus a relativisé les parallélismes qu'il est possible et nécessaire de faire concernant les défis affrontés par les progressistes européens et latino-américains. Les contradictions sociales ne sont pas de même intensité des deux côtés de l'Atlantique. Les urgences ne peuvent être les mêmes.

3/Il existe aussi un conflit d'intérêts entre Amérique latine et Europe. Le contexte international a accentué la crise latino-américaine. La société internationale, les États-Unis ont approfondi les écarts en ne jouant pas la carte de la coexistence pacifique, du dialogue et de la négociation. En désorganisant, sinon en démontant les acquis

du multilatéralisme international, ils ont privilégié la défense étroite de leurs intérêts et d'un *statu quo* perpétuant les rapports inégaux.

La présence conjoncturelle d'une majorité de gouvernements latino-américains pro-occidentaux a désarmé les défenses de l'Amérique latine au moment où elle aurait eu un urgent besoin d'intégration et de coopération. Les forces progressistes européennes, dans leur diversité, auraient-elles pu apporter un contre-feu ? Elles contestent en effet les politiques mises en œuvre par des gouvernements conservateurs et libéraux européens. Cette contradiction pourrait aller à la rencontre des attentes des partis et mouvements amis d'Amérique latine. Mais les expériences passées ou plus récentes sont de ce point de vue et jusqu'ici restées inopérantes.

4/Il ne sert à rien de qualifier positivement, comme révolutionnaires, ou de façon négative, comme terroristes, certains des acteurs des événements des automnes sud-américains de 2019. Pas plus que les régimes « de démocratie de frontière¹ » – pour reprendre la terminologie du politologue français Alain Rouquié – qui, bien avant ces crises, ont été qualifiés avec une intentionnalité maligne de « populistes ». « Populisme » est un mot-valise qui est utilisé en règle générale, en Amérique latine comme en Europe, pour dévaluer des politiques et diaboliser leurs responsables en contournant la complexité du réel. Les acteurs des régimes ciblés sont d'idéologies diverses. Il convient de les identifier avant de porter un quelconque jugement.

5/Le retournement de la conjoncture économique est parallèle à la plupart des crises et alternances politiques constatées en Europe comme en Amérique latine. Ces crises, sociales comme sanitaires, ont été amplifiées en Amérique latine par une réalité sociale structurellement inégalitaire.

1. Alain Rouquié, *Le Siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*, op. cit.

D'autres facteurs ont pu jouer : institutionnel en Bolivie, sécuritaire au Mexique et en Uruguay, migratoire en Europe. Le rythme et la dynamique des crises, bien qu'ayant un fondement économique commun, ont pu suivre un tempo différent selon les pays. Cette combinaison du local et du global est au cœur d'une réflexion stimulante coordonnée par le sociologue uruguayen Gerónimo de Sierra¹.

6/Les crises économiques et sociales d'Amérique latine ont touché des pays d'orientation opposée, de droite comme de gauche (Bolivie, Nicaragua, Uruguay, Venezuela pour la famille progressiste / Argentine, Bolivie, Chili, Équateur, Mexique du côté droit). Au sein du progressisme, les réformistes (Brésil, Chili, Uruguay) ont été déstabilisés tout autant que les Bolivariens et assimilés (Bolivie, Équateur, Venezuela).

8/Aucun de ces gouvernements ne s'était préparé à la fin du cycle économique favorable des années 2004-2012 reposant sur un même modèle extractiviste et la montée, supposée indéfinie, du prix des matières premières exportées (agricoles, énergétiques, minérales). À un degré moindre, l'insertion idéologique dans la mondialisation a désarmé l'Europe, devenue dépendante dans un certain nombre de secteurs, en particulier pour la santé.

9/Ce constat est particulièrement interpellant pour des gouvernants progressistes. Ils n'ont à aucun moment cherché à changer de modèle, en pariant en Amérique latine sur une économie productive à forte valeur ajoutée et respectueuse de la nature. Ils n'ont pas procédé à une réforme fiscale en augmentant la part de l'impôt direct – réforme qui aurait été porteuse d'égalité et de ressources élargies pour les États –, au risque de n'être plus en capacité d'assurer la pérennité de

1. Gerónimo de Sierra (coord.), *Los progresistas en la encrucijada*, Montevideo, Universidad de la Republica-Departamento de sociologia, 2017.

leurs politiques sociales. Les progressistes européens n'ont pas plus cherché à coordonner leurs actions pour, de façon effective, prendre une voie plus souveraine et moins dépendante, moins consumériste et individualiste, privilégiant les biens collectifs et naturels.

9/Ici en Europe et là en Amérique latine, la question de l'instrument politique est donc posée. Le recours en Amérique latine à la captation du pouvoir par une démocratie participative appelée à se substituer à la démocratie représentative rappelle les OPA des démocraties populaires sur l'expression libre et citoyenne. L'adoption inavouée d'une politique de marché par les partis de gauche en Europe les a conduits de façon tout aussi évidente dans une impasse démocratique et progressiste.

10/Les réponses apportées aux demandes exprimées plus ou moins radicalement et spontanément par des manifestants et/ou des électeurs ont privilégié en règle générale, et quelle que soit l'orientation idéologique des dirigeants, en Amérique latine comme en Europe, la manière forte, pour préserver la perpétuation de l'existant.

Ce choix a supposé une érosion de la démocratie. Les forces de l'ordre, armées comprises, impliquées dans des missions de sécurité intérieure, voire d'arbitrage politique, les lois d'exception, ont pris une dimension majeure. On a assisté à l'émergence de démocraties limitées, de classifications diverses selon les commentateurs, tous par ailleurs d'accord sur le constat¹.

Cette alliance civilo-militaire ne conduit pas à répéter en Amérique latine les expériences dictatoriales de la fin du xx^e siècle. La démocratie

est mise sous tutelle, en préservant les apparences électorales. Cette dérive institutionnelle et morale fabrique des ententes d'intérêts matériels mutuels, répondant à la logique de la « lutte des places ». Les progressistes devraient se démarquer d'une tendance « naturelle » conduisant à des prises d'otages consentants, par l'*establishment* ou les forces de l'argent.

Derrière ces dérives, c'est en Amérique latine, comme en Europe, la question du rôle de l'État – État gendarme du conservatisme social ou État régulateur et facteur d'équilibres démocratiques et interclassistes – qui est posée.

1. Voir par exemple, Manuel Alcántara Sáez, « La turbadora presencia de los militares en América Latina », *El País*, 29 mai 2018 ; Max Fisher, « A very Dangerous Game: In Latin America, Embattled Leaders Lean on Generals », *The New York Times*, 31 octobre 2019 ; Maria Victoria Murillo et Steven Levitsky, « La tentación militar en América Latina », *Nueva Sociedad*, n°285, janvier-février 2020.

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage n'aurait pas pu être écrit sans le soutien et la confiance de la Fondation Jean-Jaurès, et plus particulièrement d'Alexandre Minet, coordinateur de son secteur international.

Il n'aurait pas existé sans l'apport involontaire, et fondateur, depuis une quarantaine d'années, d'échanges avec des chercheurs latino-américains imaginatifs et de talent, les Argentins Isidoro Cheresky, Rut Diamint, Aldo Ferrer, Julio Godio, Angel Tello, Juan Gabriel Tokatlian, les Brésiliens Rubens Casara, Marco Aurelio Garcia, Jessé Souza, Jean Tible, les Chiliens Lorenzo Agar Corbinos, Marcos Robledo Hoecker, les Colombiens Olga Gonzalez, Fernando Cepeda Ulloa, Eduardo Pizarro León Gomez, Juan Carlos Ruiz Vasquez, le Costaricien Carlos Sandoval Garcia, les Mexicains Leon Aceves, Jorge Castañeda, Humberto Morales, Saül Escobar, le Panaméen Nils Castro, les Uruguayens Fernando Bertolotto, Agustín Canzani, Miguel Serna, le Vénézuélien Sergio Rodriguez Gelfenstein. Parmi d'autres. Que ceux que je n'ai pas cités, alors qu'ils auraient dû l'être, veuillent bien me le pardonner.

Cet essai doit beaucoup à des entretiens, parfois uniques, parfois prolongés dans le temps avec des acteurs légaux ou extra-parlementaires de la vie politique et sociale, inconnus, ou sur le devant de la scène politico-médiatique de leurs pays respectifs : les Argentins Ricardo Alfonsin, Hermes Binner, les Brésiliens Celso Amorim, Luiz Dulci,

les Chiliens Sergio Bitar, Carlos Ominami, Marco Ominami, Ricardo Lagos, Ricardo Nuñez, les Colombiens Carlos Castaño, Angelino Garzón, Gustavo Petro, Raúl Reyes, Horacio Serpa, le Dominicain Juan Bosch, le général équatorien Paco Moncayo Gallegos, la Haïtienne Edmonde Beauzile, les Mexicains Gustavo Carvajal, Cuauhtemoc Cardenas, Porfirio Muñoz Ledo, le Panaméen Martin Torrijos, les Péruviens Alfonso Barrantes, Alan Garcia, Ollanta Humala, Veronica Mendoza, le Portoricain Ruben Berrios, les Uruguayens Reinaldo Gargano, Liber Seregni, Tabaré Vazquez, les Vénézuéliens Hugo Chavez, Teodoro Petkoff, Timoteo Zambrano, parmi d'autres.

D'autres rencontres avec des artistes, écrivains et journalistes ont été fondamentales pour contextualiser, mettre en scène le panorama latino-américain. En particulier avec le cinéaste argentin Manuel Antin, l'écrivaine argentine Luisa Mercedes Levinson, les essayistes et journalistes argentins Éric Domergue, Carlos Gabetta, Martín Granovsky et Horacio Verbitsky, les romanciers brésiliens Conceição Evaristo, Fernando Molica, Marcia Tiburi, le romancier cubain Eduardo Manet, le romancier colombien Fernando Cruz Kronfly, le poète colombien Jorge Eliécer Pardo, le torero colombien Cesar Rincón, le sculpteur colombien Alfonso Diaz Uribe, le romancier costaricien Quince Duncan, l'écrivain haïtien Lyonel Trouillot, le peintre péruvien Romulo Caceres Moreano, le cinéaste péruvien Jorge Reyes, le romancier uruguayen Amir Hamed, le poète uruguayen Carlos Sahakian.

Sans oublier les gens d'Église et de confessions religieuses diverses, l'archevêque de Feira de Santana (Brésil) Dom Zanoni, au Costa Rica le père Benjamín Nuñez Vargas, le jésuite uruguayen Luis Pérez Aguirre.

Et aussi les gens du commun, comme on dit aujourd'hui, syndicalistes agraires et ouvriers, militants associatifs, côtoyés sur les marchés,

dans les bistrotts, les quartiers à l'abandon aux noms paradoxalement imagés, de « cantegriles » (Uruguay) à « villas miserias » (Argentine) et bien sûr « favelas » (au Brésil), autochtones guaranis au Brésil, Cabecars au Costa Rica, Wayuus en Colombie, Noirs des « quilombos » du Brésil et des « bateys » de la République dominicaine.

C'est à l'un d'eux, un homme du commun – sans savoir où il peut bien être aujourd'hui – que ce livre est dédié. Un Costaricien, employé dans les années 1990 à la collecte des déchets de Liberia, ville du Guanacaste, Rafael Angel Zuñiga. Rafael Angel Zuñiga est plus connu là-bas sous le nom de Pellejo de lora (« Peau de perroquet »). Enfant, un sac plastique de couleur attaché aux bras, il s'était élancé du haut d'un arbre pour voler, comme les psittacidés dont il admirait le plumage et la liberté. Il a depuis assumé un destin définitivement plus terre à terre, même s'il a couvert les branches du bel arbre planté devant sa maison de feuilles pérennes et cultes : des maximes, sentences et dictons gravés sur bois, en souvenir de son grand-père.

Enfin, mais peut-être surtout, l'auteur a une dette incalculable à l'égard de sa moitié brésilienne, Suzete de Paiva Lima. À Paris, la présence quotidienne de Suzete a été un stimulant puissant. Au Brésil, elle a ouvert bien des portes, des cœurs et des amitiés.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
Des élections révélatrices ?.....	13
État des lieux politique : des alternances imparfaites	13
2014-2021 : quelles alternances ?	24
Des alternances aux causes multiples.....	30
La gauche latino-américaine en panne stratégique et idéologique ?	38
2019-2021, «que se vayan todos» :	
le rejet des partis politiques	47
La règle électorale scrupuleusement respectée	48
Un rituel déconnecté des préoccupations des électeurs	51
Détournement du jeu démocratique	54
Les dés pipés d'une démocratie de calendrier	57
Sept grands axes partagés par tous les pays d'Amérique latine	62

La dimension extérieure de la domination et de l'émancipation	79
Mainmise internationale	80
Vestige de la colonisation : la fragmentation identitaire	82
Les défis partagés des gauches d'Amérique latine et d'Europe	89
Un repli parallèle	89
Facteurs explicatifs.....	90
La mondialisation.....	93
Le repli émotionnel des gauches	95
Les dénominateurs communs des gauches.....	98
Les réponses progressistes.....	99
Les chantiers en cours.....	101
Conclusion.....	103
Remerciements	109

DANS LA MÊME SÉRIE

- Romain Bendavid, Flora Baumlin, *Les chemins de l'égalité. Les femmes, les hommes et le travail*
- Gilles Candar, *Jaurès et la vie future*
- Stewart Chau, *L'opinion des émotions*
- Amandine Clavaud, *Droits des femmes : le grand recul ? À l'épreuve de la crise sanitaire en Europe*
- Stéphane Travert, *Pourquoi l'abstention ? Répondre à la crise de confiance politique*
- Kako Nubukpo (dir.), *Du franc CFA à l'éco. Demain, la souveraineté monétaire ?*

Achévé d'imprimer en mars 2022
sur les presses de l'imprimerie Princorp
Dépôt légal : avril 2022
Numéro d'édition : 5017
Numéro d'impression :

Imprimé dans l'Union européenne

